

# TRIBUNE

3

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

**SOCIALISTE**

UNIFIE

PRIX : 60 centimes

N° 177. — 11 JANVIER 1964



La Presse : « Voltaire remplacera Richelieu sur les billets de 10 F. »

Dessin de TIM

**C'est donc vous M. X... ?**

# QUAND MALRAUX DEFEND LA CULTURE



## Les Antilles

Je regrette un peu que dans votre double page sur les Antilles vous n'avez pas cru devoir mentionner mon livre, *Les Antilles décolonisées* (avec préface d'Aimé Césaire). « Présence africaine », éditeur, où tous ces problèmes ont été étudiés dès 1955. Vous avez d'ailleurs tiré de mon livre (sans le nommer) la citation, encadrée, de Schoelcher.

Daniel Guérin.  
Paris, le 26 décembre 1963.

N.D.L.R. — Avec nos excuses.

## Un bloc d'opposition

Il faut comprendre que, pour faire face au parti des inconditionnels et avoir quelque chance de succès, il est catégoriquement exclu de revenir aux anciennes méthodes d'intrigues et d'hypocrisies entre notables, qui ont prévalu durant la troisième et, surtout, la quatrième République.

Pour contrer le parti qui délient le pouvoir, il est nécessaire, il est indispensable, il est urgent de créer un bloc compact d'opposition comprenant tous les partis du centre, de la gauche et de l'extrême-gauche.

Un tel bloc ne saurait prendre force et vigueur que le jour où tous les militants qui forment ces divers partis, s'uniraient fraternellement pour former un seul et unique parti — quel qu'en soit le nom — à l'instar des démocrates américains et des travaillistes britanniques.

Léon FAHRI  
Deuil-La Barre (S.-et-O.).

## Des éléments de réflexion

Si vous voulez que votre journal accroche, il faut le simplifier, comme il faut simplifier la politique pour que les gens se sentent enfin concernés et moins éloignés ; il faut que la politique leur soit accessible, et surtout leur donner la certitude qu'ils ont un rôle à y jouer. Un journal ne doit plus être seulement le théâtre de l'actualité, il finira par ne plus avoir de spectateurs.

Ce n'est pas tant de lectures que les travailleurs ont besoin, mais d'éléments de réflexion, simples mais profonds, qu'ils puissent relire et méditer quand ils ont découvert une réponse à leur interrogations.

Pierre PRECIAS  
Seynod (Haute-Savoie).

## Et l'information ?

J'éleve ma voix pour protester énergiquement contre le manque d'informations de « Tribune socialiste » sur la grève au fond de la mine de fer de Sancy à Trieux, depuis 76 jours.

Je ne comprends pas l'attitude des camarades de « Tribune » pour ce manque d'informations, nous avons déjà à déplorer dans nos journaux régionaux le manque d'informations et bien souvent les fausses informations sur cette grève.

Sonzogni André  
Jarny (M.-et-M.).

N.D.L.R. — Trois articles concernant Trieux ont paru dans « T.S. », Nos 167, 170 et 173 et aujourd'hui encore. Il était difficile de faire plus.

LES problèmes culturels ne peuvent nous laisser indifférents. Ils sont encore d'une certaine manière des problèmes politiques. A chaque époque, c'est aussi à travers la littérature, les œuvres d'art que les hommes interprètent, comprennent et font l'histoire. La Chanson de Roland, magnifiant la figure du preux, promet le ciel aux Croisés qui partent pour la Terre sainte. Madame Bovary est l'histoire d'une petite bourgeoise de province qui s'ennuie, rêve d'aventures romanesques, et meurt dans un monde qui tourne le dos à ses rêves. Il n'est pas indifférent que ce roman cynique et amer date du début du Second Empire. Attaqué sur son livre, Flaubert sera acquitté, et la société de son temps donnera tort aux rêveurs et consacra, ainsi que la Troisième République, le triomphe des Homais.

On pourrait multiplier les exemples. Toute œuvre d'art est engagée. Et la tentation est très forte, pour le pouvoir établi, d'utiliser à son profit les écrivains, les artistes. Périclès s'appuie sur Phidias, Auguste sur Mécène, Richelieu crée l'Académie française. Notre ministre de la Culture, grand et célèbre écrivain, André Malraux est intervenu récemment à la tribune du Palais Bourbon. « Je suis le seul à ne pas savoir ce qu'est la culture », a-t-il déclaré non sans coquetterie avant de présenter aux députés ses idées sur cette question, et selon le compte rendu du « Monde », « Il a offert de la culture une éblouissante définition, une exaltation haletante à un auditoire fasciné... »

### Des images fiévreuses

On retrouve derrière les paroles « fascinantes » du ministre, ses images fiévreuses, les idées qu'il a déjà défendues dans ses œuvres d'esthétique, « La Psychologie de l'Art », « Les Voix du Silence », « Le Musée imaginaire de la culture mondiale ».

1) *L'œuvre d'art a un pouvoir mystérieux :*

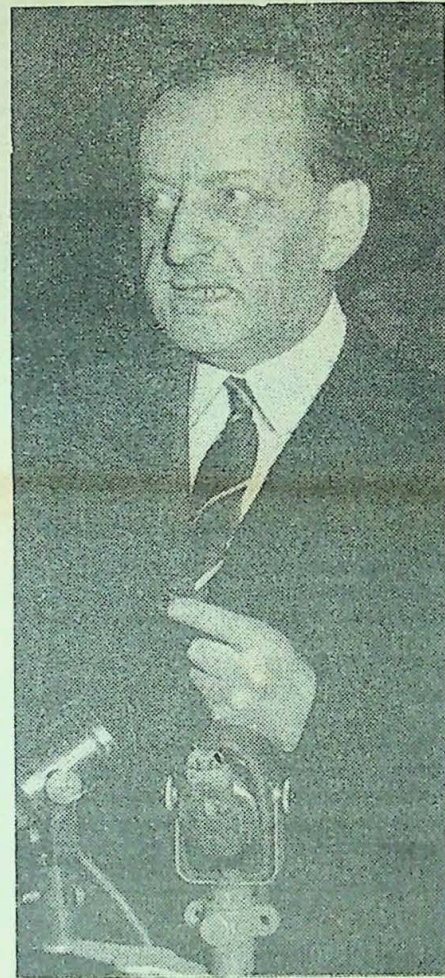
Malraux prend l'exemple d'une statue d'Alexandre ou de César, de bisons peints par les hommes des cavernes. Il les rapproche de Jésus Christ et Bouddha. Ces œuvres d'art, ces divinités ont pour lui par delà leurs significations particulières, qu'il néglige, un trait commun. « Pour toutes les religions, les prophètes sont toujours présents. Il en va de même pour l'œuvre d'art : son caractère fon-

damental réside dans cette mystérieuse survie. »

Dès lors, tout chef-d'œuvre, quelle que soit son aire de civilisation, quand bien même nous ne comprenons pas ou nous ne connaissons pas cette civilisation, prend place dans le musée imaginaire à cause de ce caractère mystérieux. Il est sacré, et comme le dit Boisdeffre, l'œuvre esthétique de Malraux est « un immense musée cimetière où viennent s'ordonner quatre cents siècles de mythes. »

2) *L'œuvre d'art prend racine dans ce qu'il y a de plus animal dans l'homme :*

« Ces machines à rêver (le cinéma, la télévision) n'ont de puissance magistrale que dans la me-



« Je suis le seul à ne pas savoir ce qu'est la culture... »

sure où elles font appel à ce qu'il y a de moins humain en nous, de plus animal et organique : le sexe, la mort. » Malraux a toujours été fasciné par le sexe et la mort, son œuvre en témoigne, et il n'est pas inutile de rappeler qu'il eut vingt ans à l'époque où les milieux intellectuels parisiens découvraient la psychanalyse. La meilleure façon selon lui de dominer ces instincts est justement la création artistique. Elle libère l'homme. Elle fait de lui un dieu. « Seules, les paroles immortelles sont aussi puissantes que les puissances de la Nuit » affirme Malraux en commentant une phrase célèbre d'Antigone. Et beaucoup de ses héros, davantage aventuriers que révolutionnaires, toujours seuls, tels Tchen dans « La Condition humaine », se comportent eux aussi comme des artistes, soucieux de faire de leur mort la plus belle note de la mélodie tragique qui est leur vie.

3) *Défendre la culture :*

Bien qu'il tienne l'art et la culture pour un objet de conquête, Malraux a tendance à les considérer surtout comme un héritage. Il a une conception romantique de la culture dans la mesure où le romantisme regrette l'âge d'or, tourne ses regards vers le passé. Il s'agit donc

de révéler, de défendre un patrimoine. Malraux s'écrie : « Le vrai problème est que nous voulons nous défendre. » Défendre les musées, les objets d'art, cela s'accorde assez bien avec les thèmes plus politiques de la défense de la civilisation occidentale.

C'était déjà dans cet esprit qu'en 1948 il s'adressait salle Pleyel aux intellectuels dans un climat de guerre froide. La culture est finalement appelée à mobiliser les esprits, à justifier en les idéalisant, des intérêts politiques. L'écrivain apporte sa caution. Hier, ministre d'un gouvernement qui faisait la guerre en Algérie, Malraux est aujourd'hui ministre d'un gouvernement qui veut la force de frappe et perpétue l'esprit de la guerre froide. « Ce n'en est pas moins un grand honneur pour notre pays que de porter la charge du destin de l'homme », dit-il encore aux députés. S'agit-il seulement de littérature ? Ces belles paroles ne font-elles pas écho à une certaine conception de la grandeur nationale ? Notons en passant que le ministre de la Culture ne craint pas de répéter que la Joconde peinte par Léonard de Vinci est une œuvre française. A Washington où ils sont venus admirer cette toile, « des millions d'êtres sont venus d'une certaine façon remercier la France. »

### Une conception romantique de la culture

Une culture qui fascine, Malraux retenait surtout ce que l'art a d'irrationnel, et fondant une religion esthétique. Une culture qui n'échappe à la hantise du sexe et de la mort que par la création de nouveaux fétiches. Une culture de musée, d'objets sacrés à défendre. La conception de Malraux nous paraît nettement tournée vers le passé, nettement romantique. Ce romantisme fleurit dans les périodes de réaction, dans les périodes malheureuses de l'histoire d'un peuple. Il peut être positif. Dans la nuit de l'occupation, les écrivains furent romantiques. Aragon, Eluard et beaucoup d'autres puisaient aux sources nationales de la poésie comme Hugo autrefois. Les situations tragiques demanderont pour être assumées exaltation et lyrisme. Que de poésie pendant la résistance ! Mais le romantisme peut être négatif, si les hommes déçus par l'histoire retournent vers le passé, fuient de façons diverses la réalité qui les entoure, s'ils oublient de regarder l'avenir et de faire patiemment l'histoire. Il en fut parfois ainsi des écrivains de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Notre époque a vu se développer un nouveau romantisme. On y voit la littérature hésiter, et souvent chez les mêmes auteurs, entre la révolte romantique et le cynisme. On l'a souvent dit et remarqué : la révolte finit par fonder l'ordre. Camus était romantique à sa façon. L'œuvre de Sartre, malgré un effort constant et lucide pour comprendre l'histoire, compte bien des thèmes romantiques. Vaillant est un écrivain cynique. Malraux est sans doute l'écrivain le plus romantique de notre temps. Nous devons affirmer que la culture qu'il défend malgré tout son prestige et sa beauté n'est pas notre culture. Nous devons le combattre. Il est temps de dépasser le romantisme, de lui opposer une autre conception de la culture tournée vers l'avenir.

André CROSTE.

Prochain article :  
Quelle culture ?

## Bulletin d'abonnement TRIBUNE SOCIALISTE

NOM .....  
Adresse .....  
.....  
.....

### Désire s'abonner

Pour une durée de  
(Rayer les mentions inutiles.)

Soutien ..... 50 F  
1 an ..... 28 F  
6 mois ..... 15 F  
3 mois ..... 7,5 F

Signature :

54, boulevard Garibaldi, Paris-15<sup>e</sup>  
C.C.P. PARIS 5826-65

## LE BILLET DE JEAN BINOT COULEUR DU TEMPS

A Paris des juges ont devant eux un homme — coupable ou non, et de quoi, ce n'est pas mon problème, c'est le leur — qui leur a été livré, ayant été enlevé de la ville étrangère où il se terrait, par des sbires.

A Rabat des juges ont devant eux un homme — coupable ou non, et de quoi, ce n'est pas mon problème, c'est le leur — qui leur a été remis après avoir enduré des tortures dont on a dit un jour qu'elles déshonorent plus ceux qui les exercent qu'elles ne font souffrir ceux qui les subissent.

Dans l'un et l'autre cas le crime est le même ; c'est le crime d'un pouvoir qui a peur, qui redoute la vérité, la justice souveraine, qui bafoue l'élémentaire notion de l'humaine dignité.

Dans l'un et l'autre cas les hommes qui refusent le licou — vous, moi — ont obligation de dire tout haut leur mépris de ce pouvoir.

# LES VŒUX DU GÉNÉRAL

« C'EST en toute sérénité que je souhaite à chacune et à chacun de vous une bonne et heureuse année. » Telle était l'avant-dernière phrase du message de Nouvel An présidentiel. La dernière phrase était d'ordre métaphysique et nous intéresse moins : vous avez tous, par Sa bouche, présenté vos vœux à « la France »... Le mot important de l'avant-dernière phrase, c'est la sérénité. Vingt minutes de discours étaient censées la justifier.

Or l'argumentation de ces vingt minutes est bien troublante, et le général-président a sans doute eu du mal à trouver sa sérénité. L'augmentation de population, bien sûr, c'est facile, et cela ne se reproduira pas. Quant aux neuf cent mille bébés, à quel titre vient-il s'en glorifier ?

Mais lisez la suite :

« En 1963, le revenu de la Nation a progressé de plus de 5 pour cent, et, une fois prélevé sur le total ce que nous devons investir, celui de chaque Français en moyenne de 4 pour cent. Jamais nous n'avons ni produit ni gagné autant. »

Il est de mode, au P.S.U., de ne guère aimer le chiffre, et il est vrai que le chiffre est bien peu de chose à côté des réformes de structure sans lesquelles il n'y aura pas de vie démocratique en France. Mais puisqu'« il » parle chiffres, pourquoi ne pas y regarder d'un peu plus près.

Le revenu national est une quantité que les comptables nationaux français n'utilisent guère. Ils s'appuient plutôt sur la production intérieure brute. Le revenu national n'est calculé qu'accessoirement, les statistiques qui le concernent sont moins diffusées, et il n'y en a pas encore de publiques pour 1963. Le général a donc beau jeu...

Seulement voilà, il y a tout de même des informations publiques. D'après toutes celles qui sont disponibles le revenu national augmente chaque année un peu moins vite que la production intérieure, entre 0,50 et 1 pour cent. Cette pro-

duction, elle avait augmenté en 1959 de 3 pour cent par rapport à l'année précédente, en 1960 de 8 pour cent, en 1961 de 4,5 pour cent, en 1962 de 6,3 pour cent, en 1963 de 4,7 pour cent. Tout ça nous met le revenu national de 1963 à un niveau supérieur d'un peu plus de 4 pour cent à celui de 1962. C'est la même croissance qu'en 1961. 4,1 pour cent d'après les chiffres publiés, bien inférieure à celles de 1960 ou 1962. Et la population, pour sa part, a augmenté de près de 2 pour cent en 1963 si l'on en croit les statisticiens. Ce qui veut dire qu'au total le revenu de chaque Français a augmenté en moyenne de 2 à 2,5 pour cent et non de 4. Une telle affirmation est donc contraire à la vérité, de même que la suivante : jamais nous n'avons ni produit ni gagné autant. Plus exactement, cette dernière phrase est vraie de manière absolue, quant au niveau atteint, mais fautive quant au rythme de développement, qui est la seule chose fondamentale.

A ce prix-là, la sérénité, c'est facile. C'est encore plus facile quand on ne cherche pas à argumenter : ainsi il fut dit « Le IV<sup>e</sup> Plan sera exécuté ». Tout le monde sait aujourd'hui qu'il n'en est rien, malgré le caractère fort modeste des objectifs de ce Plan, très en-deçà de ce que le progrès technique permettrait actuellement à un pouvoir socialiste de réaliser en France. Le IV<sup>e</sup> Plan ne sera pas exécuté parce que le général et ses ministres organisent pour 1964 une récession, incapables qu'ils sont de faire face à l'inflation. Le général vous souhaite une bonne année mais son ministre des Finances voudrait quelques chômeurs pour freiner la hausse des salaires. Et comme l'investissement est déjà bas, l'exportation difficile, les salaires du secteur public en retard, quand on verra quelques chômeurs le patronat aura peur et freinera encore plus l'investissement : en période de crise il faut garder des trésoreries à l'aise.

Cela veut dire qu'il y a pour 1964 un risque sensible de récession profonde. Atteindrons-nous le demi-million de chô-

meurs ? On n'en sait rien mais c'est l'ordre de grandeur. Voilà le contenu des bons vœux du général. A votre santé.

Cette affaire mérite plus que quelques boutades car elle n'intéresse pas qu'un pays particulier. Elle montre une des contradictions fondamentales du capitalisme, car il y en a toujours, même si elles sont différentes de celles du XIX<sup>e</sup> siècle.

Tous les pays poursuivent trois objectifs fondamentaux dans l'ordre économique : le plein emploi, une croissance rapide et la stabilité monétaire.

En économie socialiste, la poursuite conjointe de ces trois objectifs est chose relativement simple car l'Etat s'est donné les moyens de plier les entreprises aux décisions de la collectivité. En Occident, au lieu de mettre comme condition politique à l'organisation économique le respect des décisions de la collectivité, quelque sommaires que puissent être les critères collectifs de la « justice sociale », la condition politique fondamentale c'est toujours le respect de la libre entreprise.

Dans ces conditions il n'est pas possible de poursuivre à la fois les trois objectifs : croissance, stabilité monétaire et plein emploi, car le patronat n'en fait qu'à sa tête et n'admet point le contrôle des décisions intéressant ses profits.

Ce qui se passe pour 1964 c'est l'annonce d'une politique à long terme. Alors qu'on avait jusqu'ici sacrifié la stabilité monétaire pour préserver la croissance et le plein emploi, on s'aperçoit aujourd'hui qu'on ne peut plus dévaluer. Alors tant pis pour la croissance et gare au plein emploi.

Voilà la contradiction fondamentale, la première sur laquelle pourrait prendre appui un contre-plan, dont l'objectif essentiel sera ensuite de définir, à partir de cette critique, les perspectives d'une alternative socialiste. Ce sera l'objet des débats du Parti dans les mois qui viennent.

Georges Servet.

## La progression du P.S.U. et de "TRIBUNE SOCIALISTE"

LA Fédération du Pas-de-Calais, qui organise sur tout son territoire une campagne méthodique d'adhésions et de diffusion de « Tribune Socialiste », nous signale le « redémarrage » dans d'excellentes conditions de la section d'Hénin-Liétard, avec au départ vingt adhérents (secrétaire : R. Legay, 8, place Jean-Jaurès, à Courcelles-lès-Lens). Dans le même département, la campagne électorale en vue de l'élection de trois conseillers municipaux, le 19 janvier, à Wingles

(candidats : Bois, Lalliez, Liers) est menée avec un ardeur semblable à celle qui anime nos camarades de Bagnoux et de Sceaux qui auront des élections le même jour, au Conseil général et au Conseil municipal de Bagnoux (deux sièges à pourvoir).

La section d'Hyères, en même temps qu'elle fait un effort financier pour le « Var Socialiste », a envoyé une souscription à « Tribune Socialiste ».

Notre excellent camarade Donze,

de La Chaux-de-Fonds (Suisse), nous a envoyé une longue et fraternelle lettre dont voici les passages les plus significatifs : « Depuis novembre, depuis votre renouveau, il est certain que « Tribune Socialiste » a repris pour nous tout l'attrait qu'elle avait auparavant. C'est pourquoi le rédacteur Brandt a bel et bien l'intention de publier à nouveau les meilleurs articles de T. S. comme autrefois. Si l'un ou l'autre des camarades du P.S.U. vient en Suisse, faites-nous signe. Nous se-

rons toujours très heureux d'organiser une réunion avec un membre du P.S.U. »

Par le même courrier, notre camarade Berenstein, de Genève, me demande un papier sur le nouveau départ du P.S.U. pour un prochain numéro de la revue socialiste romande « Le Socialisme Démocratique » dont il est l'animateur.

« Redémarrage », « renouveau », « nouveau départ », tout cela est encourageant !

Edouard Depreux.

# TRIEUX: C'est enfin la trêve

(De notre correspondant R. MAURICE)

**A** l'issue d'un dur et valeureux combat de 79 jours au fond de la mine, nos camarades mineurs sont remontés au jour aux accents de l'épouvante « Complainte du Mineur », composée au fond. Ils sortirent aussi dignes qu'ils étaient descendus le 14 octobre dernier. C'est la plus longue grève qu'ait jamais connue la corporation, ni même aucune autre, dans le pays.

Oui, mineurs, vous êtes remontés la tête haute, bien qu'il ne soit jamais réjouissant de mettre fin à un combat sans avoir obtenu

complète satisfaction à de justes revendications, la partie étant très difficile face à un patronat inhumain et de combat, appuyé par un gouvernement complice.

De par votre acceptation de cesser provisoirement la lutte, vous venez une fois de plus d'administrer la preuve que vous n'avez jamais été des partisans du tout ou du rien. Par ailleurs, ce que le patronat disait, en parlant des licenciements, qu'ils étaient « irrévocables », aujourd'hui ce même patronat parle de suspension des licenciements, avec certains aménagements, ce qui prouve, en définitive, que votre combat a été loin d'être inutile.

Certes, il va vous falloir être très vigilants pour que soient respectés les engagements pris par M. Labbé et avilisés par M. le préfet de Meurthe-et-Moselle, mais cela vous sera d'autant plus facile que se poursuivra, au-delà de

cette grève, la grande unité syndicale dont vous avez fait preuve dans les semaines qui viennent de s'écouler.

En résumé, c'est un grand merci que vous doit toute cette Lorraine, à laquelle vous êtes tant attachés à bien des titres, car, sans votre magnifique combat, la liquidation de cette région serait déjà très avancée, sans que pour autant le pouvoir monarchique se soit ému, trop occupé, ces derniers temps, par l'étude accélérée des derniers coups bas à porter à ce qui reste de démocratique dans ce pays.

# NANTES : 32<sup>e</sup> jour de grève des traminots

(De notre correspondant Denyse FRANCK)

**I** l'existe, en effet, une grève depuis le 5 décembre, dont seul le Monde a parlé, à part les journaux locaux, dans deux courts entrefilets : c'est celle des traminots nantais. Et, pourtant, cette grève touche 500 travailleurs et une ville de l'importance de Nantes se trouve privée de moyens de transports en commun autres que des camions militaires !

Dimanche 5 janvier, se tenait une importante réunion intersyndicale avec les traminots pour savoir s'il fallait ou non continuer cette grève qui, devant la collusion gouvernementale-patronale, risquait, hélas ! d'être peu payante.

Certains traminots me disaient, avant le vote, que le mois à venir serait très dur pour eux, car ils ne pouvaient plus compter que sur la solidarité ouvrière (déjà une collecte a récolté 4.000 francs qui a permis de distribuer 70 francs à chaque traminot. La municipalité a donné samedi, fort généreusement, 20 kilos de viande pour la distribuer à l'ensemble des traminots, et des bons de repas municipaux (trois pour une famille de trois personnes), mais les gars me disaient qu'il était un peu humiliant pour eux d'aller à cette cantine municipale et qu'ils auraient préféré soit recevoir de l'argent, soit des bons de viande qu'ils auraient pu prendre chez leurs propres bouchers. Un autre me disait que sa femme lui faisait des pommes de terre avec force thym, ce qui lui donnait l'impression de manger du civet, sans viande, bien sûr !

Et, malgré tous les sacrifices qu'ils vont devoir consentir, les traminots ont décidé, par 191 voix contre 60 et 5 bulletins nuls, à bulletins secrets, de continuer la grève.

Pourquoi ?

Les traminots se refusent à céder au chantage du patronat allié du gouvernement, car leur échec pourrait retentir sur la classe ouvrière tout entière.

Et ils pensaient que si les bourgeois avaient mobilisé toutes leurs forces, et surtout leurs polices, pour briser leur mouvement, la classe ouvrière devait elle aussi présenter un front uni et se mobiliser contre les capitalistes et leurs régimes, et surtout contre le régime actuel et son plan de stabilisation qui aide le patronat à bloquer les salaires, sans du reste bloquer les prix.

Beaucoup de travailleurs m'ont dit que cette lutte ne devait pas se cantonner sur le plan nantais, mais devait s'étendre à toute la France, et que seul le renversement du régime capitaliste permettra de satisfaire les besoins des travailleurs en général ; que la collusion entre le Pouvoir et le patronat était certaine et que, sur le plan nantais, cette collusion s'étendait même à la municipalité, ce qui permettait à la C.N.T.C. et au patronat en général d'opposer un mur aux revendications ouvrières.

## Raisons de la grève

Depuis 21 jours, après une entrevue de conciliation qui n'a pas abouti, la direction de la C.N.T.C. se refuse à accéder aux revendications de ses traminots, offrant seulement un nouveau rendez-vous au 14 janvier, dans l'espoir que, d'ici là, la grève se poursuivrait.

La C.N.T.C., entreprise belge, a pourtant pu, en 1962, distribuer une

action gratuite à tout possesseur de quatre de ses actions, plus 6 p. 100 de dividende, tandis qu'un traminot débutant, travaillant vingt-trois jours,

dont deux dimanches, ne touchait que 414,90 F mensuellement et ne pouvait espérer gagner, en fin de carrière, que 700 F. Ces salaires ne sont pas

## R. B. V. : Après 60 jours de lutte pas de solution en vue



Les employés de R.B.V. lors d'un récent meeting.

**L**e conflit R.B.V., dont nous avons relaté les différentes phases, dure depuis sept semaines et aucune solution n'est encore intervenue.

Comme nous l'indiquions dans le N° 175 de « T. S. », à la suite du refus des licenciements prononcé par l'Inspection du Travail, une première confrontation entre patron et travailleurs a eu lieu le vendredi 27 décembre dans le cadre de la Commission Régionale d'Appel. Cette réunion n'a donné aucun résultat, le représentant de la direction ayant refusé de modifier sa position.

Lundi 30 décembre, les représentants syndicaux des travailleurs de la R.B.V. eurent une entrevue avec Grandval, ministre du Travail.

Ce dernier promit de rencontrer Floirat, dont le groupe financier détient la majorité à la R.B.V. (ainsi d'ailleurs qu'à « Images et Son », c'est-à-dire Europe I et Radio-Luxembourg).

Jeudi 2 janvier 1964 le résultat de cette entrevue « au sommet » n'était toujours pas porté à la connaissance des travailleurs de la R. B. V. Ces derniers ont protesté contre les manœuvres du ministre et du patron et décidé d'entreprendre de nouvelles actions — notamment une conférence de presse le mercredi 8 janvier.

Comment expliquer que cette lutte, d'une durée exceptionnelle, n'ait donné jusqu'à présent qu'un seul résultat positif : le refus des licenciements par l'Inspection du Travail ?

Le premier fait qu'il convient de souligner est la remarquable combativité des travailleurs de la R. B. V. Les manœuvres de la direction en vue d'écartier les « mous » des « durs »

— notamment en offrant à certains une réintégration à titre individuel... et à des conditions inférieures — se sont soldées dans l'ensemble par un échec.

Dans ces conditions, comment a-t-on pu arriver à une situation telle que l'issue du conflit dépende d'une entrevue Grandval-Floirat ? Comment a-t-on pu en arriver à attendre une journée entière qu'un intermédiaire aussi peu valable que le député U.N.R. du quartier daigne informer les travailleurs de l'issue de cette entrevue ? Comment a-t-on pu en arriver à la conclusion que de nouvelles actions étaient nécessaires *seulement* lorsqu'il s'est avéré que le député U.N.R. se moquait du monde, et qu'il n'était nullement décidé à informer qui que ce soit de quoi que ce soit ?

Le silence de l'Inspection du Travail pendant quatre semaines était pourtant suffisamment explicite. Aucune illusion n'était possible : le Pouvoir appuie Floirat dans l'opération R. B. V., parce que cela cadre bien avec le plan dit de « stabilisation » et l'offensive généralisée contre le mouvement ouvrier organisé.

Tout cela n'est guère extraordinaire. Ce qui l'est plus c'est l'attitude des organisations chargées de mener la lutte. Le représentant de la C.G.T. n'arguait-il pas d'une victoire pratiquement acquise pour repousser la proposition d'une manifestation de rue le lundi 30 décembre ?

La victoire des travailleurs dépend de leur action, de leur organisation, de leur force et non de la bonne volonté du Pouvoir.

L. G.

du tout comparables, par exemple, aux salaires déjà insuffisants des métallurgistes à qualification égale :

O.P. 1 de la métallurgie : 3,32 F horaires. A la C.N.T.C. : 2,77 F.

O.P. 2 de la métallurgie : 3,57 F horaires. A la C.N.T.C. : 3,15 F.

siens que les traminots puissent bénéficier d'aucune prime de panier ou autre.

De plus, les horaires de travail sont ahurissants. Dans la même journée, un traminot travaille quelquefois de 8 h. à 10 h., de 12 h. à 14 h., puis de 16 h. à 20 h., et ceci sans compensation d'aucune sorte, souvent 208 heures dans un mois, avec un dimanche sur sept de repos !

C'est pourquoi les représentants des trois syndicats ont demandé à la fois des horaires mieux aménagés et une augmentation de 50 F par mois minimum.

La Fédération P. S. U. de Loire-Atlantique demande, en accord avec les responsables syndicaux et les traminots, la municipalisation de la C.N.T.C., qui permettrait à cette entreprise de transport en commun de mieux satisfaire les besoins de la population nantaise tout en assurant de meilleurs salaires aux traminots.

Mais le maire, M. Orrion, Indépendant, préfère, jusqu'à présent, payer 80 F par jour les camions militaires pour assurer le transport de la population que vraiment faire pression sur la C.N.T.C.

Le bruit court — mais est-ce vrai ? — que Pellerin, adjoint au maire, chargé de la conciliation avec la direction de la C.N.T.C., serait parti aux sports d'hiver.

L'unité ouvrière se renforce. Seuls quatorze traminots, traités de lâches par leurs camarades, avaient, samedi, repris le travail avec trois C.R.S. armés dans leur bus !

Le mouvement va donc se durcir et se développer. Tout n'est pas encore fini et il faut espérer que la victoire restera aux traminots, aidés par tous les travailleurs.

## Victoire syndicale sur Michelin

Il y a plus de sept ans, le syndicat C.F.T.C. de chez Michelin poursuivait en justice la direction de l'entreprise pour entraves au fonctionnement du comité d'entreprise et des œuvres sociales. A la suite d'une procédure horriblement lente et permettant toutes les manœuvres dilatoires, puisque l'affaire est passée successivement devant le tribunal correctionnel de Clermont-Ferrand, trois Cours d'appel (Riom, Limoges, Lyon), trois fois entre temps en Cassation, la Chambre criminelle de la Cour de cassation a rendu le 19 décembre un jugement définitif.

La direction Michelin est reconnue coupable sur toute la ligne, et condamnée à verser de lourds dommages-intérêts.

La gestion des œuvres sociales va passer au syndicats.

Michelin, ce bastion du paternalisme, vient de subir là un assaut qui pour avoir été prolongé n'en est pas moins victorieux. Sa défaite aura d'importantes conséquences sociales.

# H.L.M.: le gouvernement légifère au lieu de construire davantage



Profitons de notre campagne nationale sur le logement pour dénoncer cette nouvelle poudre aux yeux gaulliste.

Quels mal logés croyaient que le gouvernement s'occuperait enfin d'eux ? Ceux qui l'espéraient encore ont dû être bien déçus quand, de l'avalanche des décrets et des arrêtés de la Saint-Sylvestre — pas moins de 14 ! — consacrés au logement, ils n'ont retiré qu'un changement du système de répartition de l'aide à la construction. Mais pas un logement de plus. Encore heureux si le bouleversement des méthodes de financement public de la construction ne réduit pas le rythme de celle-ci en 1964 !

**R**IEN de plus navrant, assurément, pour le commentateur, que de devoir commencer l'année par de tels propos. On aimerait annoncer aux mal logés que leur calvaire va prendre fin, que le rythme de la construction s'accélère, que la lumière se profile au bout du tunnel... Mais le régime gaulliste est toujours là, qui interdit tout pronostic optimiste, tant la politique humaine du logement que réclame le pays lui est étrangère. Il faudra attendre la fin de son règne pour que ça change sérieusement.

Mais alors, à quoi vont donc servir tous ces décrets et arrêtés de la Saint-Sylvestre ? Pas tout à fait à rien. Mais à quelque chose qui reste secondaire par rapport à l'essentiel : répartir la pénurie de logements, plutôt qu'y mettre fin.

**Il y a en France 3.500.000 logements surpeuplés mais le pouvoir ne construit que 75.000 H.L.M. à louer par an.**

La philosophie de ces textes compliqués est assez simple : bien décidé à ne pas accroître son aide à la construction, l'Etat gaulliste cherche à la mieux répartir ; c'est-à-dire à la rendre inversement proportionnelle aux revenus des candidats. Plus le candidat disposera de revenus élevés, moins il pourra obtenir d'aide de l'Etat.

## Répartir plus équitablement l'aide de l'Etat

C'est ainsi que, désormais, les contribuables dont le revenu mensuel imposable dépasse 240 fois le S.M.I.G. n'auront plus droit à demander la location d'une H.L.M. ; ceux dont le revenu imposable excède 312 fois le S.M.I.G. ne pourront plus accéder à la propriété d'une H.L.M. ; enfin ceux dont le revenu imposable excède 400 fois le S.M.I.G. ne pourront plus obtenir de prêt du Crédit Foncier ; ils auront seulement droit à la prime à la construction (d'ailleurs fortement réduite) et encore à la condition que le prix de revient du logement ne dépasse pas un certain plafond (1.300 francs le mètre carré dans la région parisienne et 1.000 francs en province).

Cette graduation de l'aide de l'Etat est raisonnable : les H.L.M. locatives — qui sont les plus coûteuses pour l'Etat — sont réservées aux familles les moins fortunées ; les primes à la construction — qui coûtent le moins à la collectivité — sont allouées aux familles nettement plus aisées ; celles qui font construire des logements de luxe n'ont droit à rien.

Pour renforcer ce lien personnel institué entre l'aide de l'Etat et la famille aidée :

- Les nouveaux textes suppriment le prêt du Crédit Foncier à ceux qui s'en servaient jusqu'ici pour spéculer : soit en revendant l'appartement ainsi construit (avec, au passage, un bénéfice de quelques millions), soit en le louant à des tarifs prohibitifs (souvent plus de 70.000 anciens francs par mois !). Ainsi les deniers de l'Etat n'alimenteront-ils plus la pompe à spéculation immobilière, comme c'était le cas depuis dix ans.

- Dans certains cas même — revente

Qu'il faille bâtir le plus vite possible 500.000 appartements par an pour mettre fin à la crise du logement, il n'en est pas question dans les textes gaullistes. Qu'il faille trouver des moyens financiers nouveaux — de l'ordre de 800 à 1.000 milliards d'anciens francs supplémentaires par an — pour parvenir à ce rythme minimum, il n'en est pas davantage question.

De Gaulle, Pompidou et Mazziol ont sans doute mieux à faire que de trouver de quoi loger les Français. La « force de frappe » — environ 600 milliards cette année — les dépenses de prestige, les subventions aux grandes sociétés — 1,5 milliard supplémentaire accordé

moins de cinq ans après la fin de la construction — les bénéficiaires du prêt et des primes devront rembourser « cash » tout ce que l'Etat leur avait prêté ou donné.

- Enfin un prêt complémentaire est accordé aux familles qui ont obtenu le prêt du Crédit Foncier, à condition qu'elles occupent correctement leur logement (une « grille » de densité normale d'occupation figure dans les textes).

Bref, on en revient à deux idées de départ : l'une, qui date du début du siècle, et qui vise à réserver les H.L.M. aux catégories les plus défavorisées ; l'autre qui a présidé après la dernière guerre à la création des primes et prêts à la construction, et qui consiste à aider les familles à se loger (et non les spéculateurs à tirer profit de l'aide de l'Etat).

## Presque tout le monde aura droit à l'aide de l'Etat !

Encore faut-il s'assurer que ce retour aux sources est autre chose qu'un alibi pour le pouvoir. C'est ici que les déceptions commencent. Faute d'avoir fait les calculs nécessaires à une vision claire des choses, les administrations intéressées et les ministres responsables — Mazziol et Giscard d'Estaing — ont fixé au petit bonheur les limites de revenus au-delà desquelles chaque forme d'aide publique est refusée.

Il suffit de prendre quelques exemples pour s'en apercevoir :

- Pour les prêts du Crédit Foncier, la limite de revenus fixée est de 156.800 anciens francs par mois pour un salarié célibataire, 261.400 francs pour un ménage avec un enfant, 313.600 avec deux enfants, 366.000 avec trois enfants, 418.000 avec quatre, etc. (pour les non-salariés, ces chiffres doivent être réduits de 20 %).

Autant dire que la quasi-totalité des contribuables aura droit aux prêts du Crédit Foncier. N'en sont exclus qu'une toute petite minorité : 2 % des salariés, de l'ordre de 3 à 5 % des contribuables.

- Pour l'accession à la propriété d'une H.L.M., le plafond de ressources est fixé à 122.300 anciens francs par mois pour le salarié célibataire, 203.900 francs pour le ménage avec un enfant, 244.600 avec deux enfants,

**La « force de frappe » coûte, chaque jour, le prix de 500 H.L.M. Que préférez-vous ?**

285.000 avec trois, 326.200 avec quatre, etc. (20 % de moins pour les non-salariés).

A ce compte, 3 % seulement des salariés n'auront pas droit à cette forme d'aide et de 5 à 7 % des contribuables.

- Enfin, le droit de louer une H.L.M. est réservé aux célibataires ayant moins de 94.100 francs par mois s'ils sont salariés (20 % de moins s'ils ne le sont pas), et aux familles ayant 156.400 francs par mois avec un enfant (pour les salariés), 188.200 avec deux, 200.600 avec trois, 251.000 avec quatre, etc. Cela veut dire que 93 % des salariés ont droit à louer une H.L.M. et près de 90 % des contribuables.

Il a donc suffi de fixer n'importe

comment les plafonds de ressources pour que la réforme perde — dans les faits — le sens qu'on lui attribuait en théorie.

## Un résultat contraire à la théorie

« Les choses étant ce qu'elles sont » — et les textes de la Saint-Sylvestre ceux qu'ont signés Mazziol et Giscard d'Estaing — il est évident que la réforme du financement public de la construction, en dépit de sa motivation raisonnable, n'est que de la poudre jetée aux yeux des Français trop crédules.

Aux termes de la nouvelle réglementation, les familles candidates éventuelles aux prêts du Crédit Foncier continueront à se chiffrer par millions. Pour à peine 100.000 prêts seulement par an ! Comment seront-elles triées ? Uniquement en fonction de leur fortune actuelle.

Celles qui peuvent rassembler les 2 à 2,5 millions nécessaires à l'apport initial dans la région parisienne (de l'ordre de 1,5 million en province, en règle générale) pourront solliciter le prêt du Crédit Foncier, les autres non. C'est donc un critère exactement contraire à celui qu'on indique officiellement qui présidera à la sélection des candidats !

Il en ira de même pour l'accession à la propriété d'H.L.M., puisque les nouveaux textes prévoient que les candidats devront apporter 20 % au moins du prix du logement : soit de 1 à 1,5 million. Là aussi, ceux qui le pourront seront des candidats sérieux aux prêts dont le nombre reste dérisoire (moins de 30.000 par an) ; les autres en auront la possibilité... sur le papier.

Le cas est pire encore pour les H.L.M. locatives. Il en faudrait plusieurs millions pour donner un appartement décent aux familles — pour la plupart de milieu populaire — entassées actuellement dans les 3.500.000 logements surpeuplés. Or, comme le gouvernement limite les crédits, il ne se construit que 80.000 à 90.000 H.L.M. locatives par an, le quart de ce qu'il faudrait ! Comment, dans ces conditions, pourrait-on trouver une issue humaine.

Sans doute l'abaissement de 20 % du plafond des ressources pour les H.L.M. locatives réduira-t-il un peu le nombre des candidats, en interdisant l'accès de ces appartements aux salariés ayant les meilleures rémunérations. Mais où iront ces salariés, d'ailleurs peu nombreux ?

L'Etat devait construire pour eux des I.L.N. (Immeubles à Loyer Normal), à loyer nettement supérieur à celui des H.L.M., mais les I.L.N. n'ont toujours pas vu le jour. Dans ce domaine comme dans d'autres, l'administration est plus forte pour fabriquer des textes que des logements...

De même, ceux qui ne pourront pas accéder à la propriété d'une H.L.M. devront chercher à obtenir un prêt du Crédit Foncier. Il leur faudra trouver un million de plus pour leur apport initial. Beaucoup ne l'auront pas ; ceux qui l'auront allongeront la file des candidats en attente...

## La construction se ralentit !

Les résultats, on le voit, seront loin d'avoir la belle logique des principes qui ont inspiré les textes de la Saint-Sylvestre. Les résultats actuels montrent d'ailleurs que, loin d'aller mieux, la construction va plutôt mal :

aux aciéries cette semaine, en attendant le tour de la chimie ou de la construction électrique — voilà qui est autrement urgent, n'est-ce pas ?...

Alors, comme il faut bien faire quelque chose quand on est au pouvoir — et Mazziol est ministre depuis deux ans, bien que ça ne se remarque guère — on publie des textes pour mieux répartir le peu qui se construit. Le régime gaulliste, ne se souciant pas de mettre fin à la crise du logement, se contente de rendre un peu moins injuste l'attribution de l'aide de l'Etat. Encore n'est-il pas sûr du tout que les décisions qu'il vient de prendre y parviennent...

- Les statistiques qui viennent d'être publiées pour les trois premiers trimestres montrent que le Crédit Foncier a prêté en 1963 de quoi construire 23 % de logécos en moins que l'année d'avant. Pour l'ensemble de l'année, les prêts ne dépasseront pas 90.000 logécos contre 110.000, 100.600 et 99.000 les trois années précédentes...

- En dépit des 20.000 logements supplémentaires lancés pour loger les rapatriés d'Algérie (soit un appartement pour treize familles rapatriées !), le nombre des logements achevés en 1963 n'aura pas dépassé 325.000. Cela correspond donc à 305.000 appartements pour les mal logés de la métropole, contre 317.000 en moyenne au cours de chacune des trois années 1959, 1960, 1961.

- Enfin, le récent décret chassant des conseils d'administration des Offices d'H.L.M. la plupart des représentants des usagers et des élus locaux fait planer sur cette institution sociale les pires craintes.

Face à cette réalité, qui n'est nullement pour nous surprenante de la part de ce régime réactionnaire, la campagne nationale du P.S.U. sur le logement donne à chacun d'entre nous la possibilité de proclamer nos objectifs, de les justifier et de faire comprendre à la nation ce que pourrait être une politique audacieuse du logement (1) :

## Vulgariser nos objectifs durant la campagne

— 500.000 appartements par an, dès les prochaines années (et non pas dans dix-sept ans, comme le propose le rapport récent du Conseil économique) ;

— dans ce total, 400.000 H.L.M. locatives pour atténuer rapidement la crise qui frappe particulièrement les familles populaires ;

— une répartition géographique judicieuse des logements neufs pour

**« Il faut construire plus de 45.000 logements par an. » (Mazziol, au printemps 1962)**

**Mais, en 1963, on n'aura pas bâti plus qu'il y a quatre ans! 320.000 appartements.**

tenir compte des besoins énormes des agglomérations en forte croissance et de la vétusté de l'habitat rural ;

— nationalisation des trusts de la construction qui doivent être remplacés par un Service national de l'habitat, géré par les travailleurs du bâtiment, les usagers et les élus de la nation ;

— enfin, municipalisation du sol, pour mettre fin définitivement à l'immorale spéculation foncière.

Que les réunions locales du P.S.U., que les tracts, que les affiches se multiplient sur ce thème.

La meilleure façon de dissiper la poudre aux yeux que le pouvoir gaulliste essaie de jeter sur les Français trop crédules est d'opposer aux réformes gouvernementales les perspectives socialistes du P.S.U. en matière d'habitat.

M. Rungis.

(1) Les objectifs ont été justifiés et développés en détail dans le numéro 172 de « Tribune Socialiste ».

# LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

## CE QU'IL FAUT SAVOIR SUR LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

- Troisième Etat du monde pour sa superficie après l'U.R.S.S. et le Canada. Elle couvre environ 9.600.000 km<sup>2</sup>, soit dix-sept fois la France.
- L'Extrême Nord est sous la latitude de Hambourg. L'Extrême Sud est à la hauteur de Tombouctou. Le point le plus oriental sous la latitude de Poznan. Le point le plus occidental sous la latitude de Malte.
- Le fleuve Jaune a 4.470 km de long. Le fleuve Bleu a 5.500 km de long.
- Il y a 35.000 km de voies ferrées.
- La Chine a la plus forte population du monde, à peu près le tiers de la population mondiale. 725 millions d'habitants environ. La population s'accroît chaque année de 2,4 p. 100 environ. En dix ans, la population s'est accrue de 150 millions d'habitants (c'est-à-dire la population de la France, de l'Allemagne et de l'Italie réunies).
- La Chine est un pays multinational. Les Chinois proprement dits (les Hans) 94 p. 100. Le reste (40 millions) a cinquante nationalités différentes.
- Il y a à peu près 380 millions d'hommes et 340 millions de femmes.
- Pékin a plus de 5 millions d'habitants. Shanghai près de 8.500.000. Tientsin plus de 4 millions. Plus de quinze villes ont un millions d'habitants. Plus de trente villes dépassent 500.000 habitants. Quatre-vingt-dix en comptent de 100.000 à 500.000.
- La population rurale représente 85 p. 100 de la population. La population urbaine 15 p. 100.
- Les ouvriers et employés représentent un dixième de la population active.
- La monnaie se nomme le yuan.
- La langue commerciale est l'anglais.
- L'ambassade de la République populaire de Chine en Suisse est 7, Widenannstrass Muri, à Berne.

L'ÉVOLUTION des rapports entre la Chine et l'U.R.S.S., le voyage de M. Chou En-lai, président du Conseil des ministres de la République chinoise, en Afrique, la mission quasi officielle de M. Edgar Faure, envoyé du général de Gaulle en Chine, les votes successifs de l'O.N.U. rejetant encore l'admission de la Chine populaire... Tout cela met ce pays au premier plan de l'actualité politique.

Les Français se posent à son sujet un certain nombre de questions où se mêlent la curiosité et l'anxiété. Il y a les craintifs du « péril jaune » et les laudateurs de l'expérience communiste. Il y a les nostalgiques du passé chinois et de sa civilisation. Il y a les réalistes pour qui l'immense marché de 700 millions d'habitants ouvre de grandes perspectives commerciales.

Nous ne ferons aujourd'hui, dans cet article, aucune exégèse politique et nous laisserons de côté le pittoresque de l'information du voyageur. Nous traiterons ce problème à notre retour de Chine en avril-mai 1964.

### Organisation politique

La République populaire de Chine a été proclamée le 1<sup>er</sup> octobre 1949.

Les organes exerçant le pouvoir du peuple sont :

— L'Assemblée populaire nationale et les Assemblées populaires locales.

La capitale est à Pékin.

L'Assemblée populaire nationale détient le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif d'Etat.

Un Conseil des Affaires d'Etat est l'organe exécutif.

Il y a une cinquantaine de ministères et vingt-cinq organismes dépendants.

Le président de la République, les membres du gouvernement et de tout organisme d'Etat sont nommés ou révoqués par l'Assemblée populaire nationale.

Le commerce extérieur est un monopole d'Etat absolu depuis 1956.

Comme en Russie, ce sont les compagnies commerciales d'Etat qui fixent les prix, achètent et vendent elles-mêmes chacune dans leurs spécialités.

C'est l'aspect commercial que nous étudierons donc puisqu'il intéresse tous les pays de l'Europe et le nôtre plus particulièrement.

Hier, c'était l'U.R.S.S. dont on découvrait les possibilités de négoce. Maintenant, les relations économiques de l'U.R.S.S. communiste avec tous les pays capitalistes (Europe ou U.S.A.) n'étonnent plus personne. Elles apparaissent comme normales et sont un élément bénéfique dans bien des entreprises, usines ou coopératives de notre pays. En sera-t-il demain ainsi de la Chine communiste ?

Où en sont actuellement les échanges commerciaux de la Chine à l'échelle mondiale ?

Quelles perspectives peuvent s'ouvrir en ce domaine pour la France ?

Voilà les questions auxquelles, d'une manière que nous voulons être la moins technique possible, nous allons répondre.

### Les tendances actuelles

En Chine, la population s'accroît plus vite que ne le fait l'exploitation des terres cultivées. Il est donc difficile, sur le plan agricole, de récolter de quoi satisfaire la consommation intérieure. Or, en 1960 et 1961, la production agricole a été très mauvaise (sécheresse, inondations). Elle reprend depuis, mais le gouvernement chinois a décidé que l'agriculture aurait priorité dans le plan économique de la nation et que l'industrie serait réorganisée en fonction de cet impératif.

La Chine doit donc importer davantage de céréales pour refaire ses réserves.

— de 1950 à 1955 : commerce que exclusif avec les pays socialistes surtout après l'embargo décidé par l'O.N.U. le 18 mai 1951. N'oublions pas que pendant cette période, l'U.R.S.S. a prêté à la Chine 300 millions de dollars (à 1 p. 100 d'intérêt), remboursables en dix ans le 11 février 1954. Elle livra des ensembles industriels pour 5.200 millions de roubles en 1955 et encore prêté 100 millions de roubles en 1954 ;

— depuis 1956, les échanges avec les pays capitalistes s'accroissent rapidement que les échanges avec les pays socialistes.

En 1958, les achats en Europe occidentale sont passés de 232 à 461 millions de dollars (l'Allemagne fédérale).



(Photo Pi Pin-Fan)

### Le défrichement des terres.

Et pour défricher et accroître la superficie des terres cultivées, il lui faut importer du matériel agricole et développer les industries chimiques (engrais) ou de transformation.

Deux raisons suffisantes pour développer le commerce extérieur.

De plus, les événements politiques modifient la physionomie traditionnelle du marché chinois. Les relations politiques avec l'U.R.S.S. ne sont pas des meilleures et les difficultés agricoles de l'U.R.S.S. l'amènent à être moins généreuse envers la Chine qu'elle ne l'était les années précédentes, et à ordonner d'une autre manière le catalogue de ses échanges.

C'est en fonction de ces impératifs que la Chine organise son commerce et tourne les yeux de plus en plus vers les pays capitalistes en même temps qu'elle favorise les besoins économiques des pays dits sous-développés.

En résumé, on peut donc classer cette évolution en trois périodes :

étant le premier client), il est pendant la rupture avec le Japon.

— actuellement, la tendance est donc une baisse des exportations pour la réduction des importations pour les céréales. En même temps une recherche d'échanges avec de nouveaux pays. (Reprise avec le Japon, marchés en Afrique et au Moyen-Orient, Est asiatique et en Europe occidentale.)

### Les échanges avec les pays de l'Est

Leur but est de permettre la réalisation des plans quinquennaux et fournir à la Chine la plus grande partie de ses besoins en carburants, matières premières industrielles, machines et en coopération technique.

Même avec le retrait des crédits soviétiques et en estimant la régression le volume de ces échanges.

# EUR

# PULAIRE CHINOISE

c'est toujours à près de 75 p. 100 du commerce chinois que se monte la part de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires.

L'U.R.S.S. a fourni des machines et des biens d'équipement, des usines complètes, des équipements pour les mines, les forages, la production électrique, les moyens de transport (deux cents usines d'U.R.S.S. ont travaillé à la construction du haut fourneau de Wuhan).

L'U.R.S.S. a livré des métaux et des minerais, des produits pétroliers, des produits chimiques, des matériaux de construction (ciment et constructions métalliques).

On peut affirmer que sans l'U.R.S.S. il n'y aurait pas eu d'infrastructure industrielle en Chine. Sans l'U.R.S.S. et les pays de l'Est (Pologne et Roumanie, notamment).

En compensation, la Chine a exporté en U.R.S.S. du charbon, de la fonte, de l'étain, de la soie, du thé, des arachides.

Bien entendu, il y a eu un très net déséquilibre de la balance commerciale au début, mais depuis 1953 les exportateurs chinois équilibrent les importations soviétiques et en 1956, pour un dollar exporté en Chine, l'U.R.S.S. recevait 1,33 dollar d'importation. On cite, pour 1960, les chiffres de 4,4 milliards de roubles d'importations en provenance de Chine et 3,82 milliards d'exportations.

Mais cette aide porte aujourd'hui ses fruits et près de 60 p. 100 de l'équipement sont désormais produits par la Chine elle-même.

La physionomie particulière des rapports sino-soviétiques donne évidemment la priorité aux facteurs politiques. Selon l'évolution de ceux-ci, il y aura transformation du commerce extérieur chinois.

## Les échanges avec les pays non communistes

Les achats de la Chine portent toujours principalement sur les matières premières et les produits semi-manufacturés (34 p. 100), puis sur les produits chimiques (30 p. 100), les biens d'équipement (20 p. 100) et certains biens de consommation (10 p. 100). De

Pays	Importations chinoises	Exportations chinoises
U.R.S.S. ....	817,1	848,1
Démocraties populaires d'Europe .....	environ 650	

gnés. Ils préfèrent traiter des opérations commerciales en compensation.

De plus en plus, des missions économiques privées étrangères vont en Chine et des missions chinoises d'études et d'achats itinèrent en Europe et en Afrique.

L'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Suède, l'Italie et la France sont les pays les plus intéressés en Europe.

Mais rien n'est fixé. Les Chinois étant très empiriques et n'achetant qu'en fonction de leurs besoins immédiats.

## Le revenu national

Encore très bas : 60 dollars par habitant (1/15 de la France).

25 % pour les investissements,

75 % pour la consommation intérieure.

Le revenu moyen par habitant est inférieur de moitié à celui de l'ouvrier et de l'employé.

La reprise du commerce avec le Japon doit pourtant diminuer les importations européennes mais aussi les sélectionner. Et c'est là, en 1964, un fait à bien observer.

— Le Maroc a vendu des châssis de camions Berliet.

— La Grande-Bretagne a vendu des Viscounts.

350 millions de dollars U.S. en 1954 au Vietnam du Nord ;

57 millions de dollars U.S. en 1957 à la Hongrie ;

60 millions de dollars U.S. en 1961 à Cuba ;

25 millions de dollars U.S. en 1961 à la Guinée ;

25 milliards d'anciens francs en 1963 à l'Algérie.

Bien des routes sont ainsi construites au Népal, au Laos, et demain en Afrique.

La Chine vend également ses produits en Egypte, Birmanie, Ceylan, Malaisie... et parfois ce sont les mêmes que ceux dont elle a besoin pour elle-même, mais pour lesquels elle préfère cette aide privilégiée.

## Relations économiques franco-chinoises

Les tableaux ci-contre se suffisent à eux-mêmes, pour, sans commentaires, éclairer nos lecteurs. C'est pourquoi nous les présentons si détaillés.

La Chine est le premier client de la France en Asie. L'embargo de 1951 avait réduit à zéro les échanges. Ce n'est que peu à peu, en 1952 à Moscou, en 1953 à Pékin, que ces relations furent reprises.

Depuis 1955, nos exportations sont supérieures à ce qu'elles étaient avant guerre, mais ce n'est pas exact en ce qui concerne les importations.

Ce déséquilibre est la cause, jusqu'à ce jour, de la faible augmentation des échanges. Les industriels français cherchent en ce moment à combler ce retard et, en 1964, une forte participation française aux foires de Canton, une exposition même, à Pékin, dont l'organisation a été confiée au député du Jura, M. Jacques Duhamel, ancien directeur du cabinet de M. Edgar Faure, complètera la mission faite en 1963 par le patronat français et M. Picot.

Le premier but à atteindre est de fixer un caractère plus régulier aux échanges, peut-être même de prévoir un accord à court terme. L'évolution politique des rapports franco-chinois pourra rendre en 1964 ces échanges plus fructueux. Surtout pour les biens d'équipement, les produits sidérurgiques, le blé et les farines qui sont les produits demandés actuellement au gouvernement français par la République populaire chinoise.

En 1964, une mission économique chinoise s'installera en France et une mission parlementaire française doit inévitablement partir en Chine, ce qui est le signe évident que les échanges entre nos deux pays, s'intensifieront cette année : on parle déjà d'une importante commande de « Caravelles ».

Harris Puisais.

(\*) Les tableaux et informations statistiques sont tirés du rapport sur le marché chinois du Centre national du commerce extérieur.

## IMPORTATIONS FRANÇAISES

En 1960 : plus de 11 milliards d'anciens francs.

En 1961 : plus de 8 milliards d'anciens francs.

Divers produits animaux : soie de porc, crins, boyaux de porc, plumes, duvets, musc, insectes séchés : 1,2 milliard.

Thé vert et noir.

Sarrasin.

Fécule de pommes de terre.

Graines oléagineuses : arachides, soja, ricin, colza : 1,8 milliard.

Bambous.

Huile d'arachide.

Minerais de manganèse, d'antimoine.

Campbre et huile de campbre. Essence de citronnelle, d'eucalyptus, de badiane.

Peaux et pelleteries (petit gris et lapin blanc).

Tresses.

Soie grège : 1,3 milliard de francs.

Soieries, tissus de soie naturelle.

Laines brutes.

Poils d'angora.

Duvets de coton, tissus écrus, linters de coton.

Chanvre.

Cloches pour chapeaux de paille. Objets céramique.

Argent en lingots (près de 3 milliards d'anciens francs).

Ouvrages en perles fines.

Bismuth.

Antimoine.

Antiquités.

## EXPORTATIONS FRANÇAISES

En 1960 : plus de 26 milliards d'anciens francs.

En 1961 : plus de 18 milliards d'anciens francs.

PRODUITS CHIMIQUES INORGANIQUE : 500 millions.

Potasse caustique.

Sulfate de cuivre.

Oxyde de titane.

Bromures, bichromates, carbonates.

PRODUITS CHIMIQUES ORGANIQUES : 800 millions.

Surtout D.D.T. Dérivés de l'aniline.

Vitamines C.

Ammonitrates.

MATIERES COLORANTES : 200 millions.

Huiles.

Matières plastiques.

Papier-carton.

Textiles synthétiques : 1 milliard.

Peignés de laine.

Fibres de viscose.

Cuivre (barres, tôles) : 400 millions.

Nickel (brut, tôles, anodes en barres) : 1,3 milliard.

Aluminium : 800 millions.

Chrome : 300 millions.

MOTEURS, MACHINES : 1,2 milliard.

(à explosion, pièces détachées, matériel de forage et de sondage, verticaux de plus de 25 tonnes, machines-outils et à statistiques, roulements).

Matériel électrique (machines, radioguidage, télévision).

Locomotives électriques.

Voitures automobiles.

Appareils de mesure et de précision (cinéma, médecine).

Produits sidérurgiques (ferro-alliages, voies ferrées, tubes, câbles, barres, profilés, fer-blanc, tôles en acier) : près de 14 milliards.

Horlogerie.

## Echanges entre la République Populaire de Chine et les pays d'Europe occidentale en millions de dollars U.S. en 1960

Pays	Importations de Chine	Exportations vers la Chine
Allemagne occidentale .....	70	95,5
Grande-Bretagne .....	70	88
Pays-Bas .....	21,4	7
France .....	23	53,2
Italie .....	23,4	37
Belgique, Luxembourg .....	10	44,5
Suède .....	6	13,2
Suisse .....	3,6	8

plus, actuellement, elle recherche des céréales, des engrais chimiques et du pétrole.

Les ventes de la Chine portent sur des minerais, des textiles et surtout des biens de consommation (machines à coudre, bicyclettes, radios, conserves, laques, soude caustique).

Les autorités chinoises entendent se réserver toujours l'initiative des négociations. Et celles-ci sont lentes et difficiles. Néanmoins, il faut constater l'honnêteté proverbiale des Chinois et leur respect des engagements si-

## L'aide de la Chine aux pays en voie de développement

Pour un but politique moins facile à comprendre, la Chine accorde des dons et des crédits à de nombreux pays : Ceylan, Népal, Indonésie, Birmanie, Ghana, Guinée, Albanie, Algérie, Vietnam du Nord.

Citons :

350 millions de dollars U.S. en 1953 à la Corée du Nord ;

# LA SALLE DE CINEMA DE L'AN 2000

films en relief et en couleurs sur écran géant - entracte TV

**D**ES millions et des millions de spectateurs en moins chaque année dans les cinémas de France et d'ailleurs. Les immenses foules qui s'engouffraient il n'y a pas si longtemps dans les salles obscures diminuent à vue d'œil, si l'on peut dire. Multiples en sont les raisons. La télévision et l'auto semblent être les causes principales de cette désaffection.

Mais les techniciens du cinéma sont loin encore d'être vaincus par l'évolution des distractions. Jusqu'à présent, ils ont su très bien exploiter tous les progrès techniques capables d'apporter au cinéma un certain renouvellement, souvent... spectaculaire, de lui-même.

### Du « muet » au « parlant »

Dans le secret, des armes nouvelles sont fourbies. L'histoire du cinéma aura bientôt de nouvelles pages. « A suivre », disent ceux qui y travaillent. Et le passé du cinéma fourmille d'exemples de cette rénovation continue.

Ainsi le film muet a été suivi par le film parlant, puis par le film en couleurs, enfin par le film sur écran géant et panoramique, perfectionné par les raffinements de la stéréophonie et même par des... parfums d'accompagnement.

Pendant ces dix dernières années, on a vu se succéder le Cinemascope, dû à l'objectif hypergonar du professeur Chrétien ; le Circorama, de Walt Disney, sur écran circulaire ; le Kronorama et le Kinopanorama, de l'Union Soviétique, sur écran courbe ; le ciné-miracle, de Todd ; la quadra-vision ; l'Avisorama italien ; le Technirama, et j'en passe.

Plusieurs pays se sont également équipés de cinémas de plein air où les automobilistes assistent au spectacle sans quitter leur volant. Que ne ferait-on pas dans le monde pour percevoir le prix de plusieurs milliards d'entrées chaque année ?

On n'a pas oublié non plus de penser à des salles sphériques, comme le Cinetarium sphérique, de A. Baltes,

à Hambourg, comme d'autres salles expérimentales où les spectateurs couchés à la partie inférieure voient l'image projetée sur la partie supérieure.

L'une des toutes dernières inventions au service du cinéma est la création, par une firme française, d'un dispositif permettant de projeter des films de 16 mm en utilisant la source lumineuse d'un projecteur pour films de 35 mm. Ce qui va permettre à n'importe quel cinéma de passer des films intéressants tournés en 16 mm soit par la télévision, soit par des reporters, soit encore par des amateurs.

De cette façon, des documents sensationnels pris sur le vif par toutes les petites caméras se promenant au hasard du globe pourront passer dans les salles obscures.

### Une invention très vieille et très nouvelle : le relief

L'âpre lutte pour survivre continue chez les gens du cinéma. Car, sans même parler des films de haute qualité ou encore de films pouvant satisfaire une grande clientèle populaire, ils ont encore dans leur sac quelques ressources techniques susceptibles de leur garder demain de vastes foules de spectateurs, même lorsque la « mondiaison » par satellites nous apportera quotidiennement à domicile des paquets d'images de l'univers.

Parmi ces ressources techniques, la principale est le film en relief. Depuis quarante ans, on y songe. Beaucoup d'entre nous ont pu voir, il y a longtemps déjà, des films d'essai qu'il fallait regarder avec des lunettes spéciales. Les frères Lumière, notamment, et bien d'autres ont effectué de telles tentatives que le port de lunettes vouait à l'échec.

Mais en dépit des très grandes difficultés présentées pour réaliser un film en relief n'obligeant pas à porter de telles lunettes, un immense espoir subsiste. Car de très nombreux opticiens et inventeurs travaillent toujours à ce problème.

Les deux procédés les plus promet-

teurs sont dus respectivement à un Français, M. Savoye, et à un Russe, M. Ivanoff. Nous n'exposerons ici que le procédé français appelé « cyclostérioscope », présenté récemment à Paris avec l'appui de la commission supérieure technique du Cinéma, puisque nous n'avons pas vu nous-même le procédé russe.

### Le nouveau procédé français de film en relief

Le principe de la « stéréocopie », de vision en relief, est bien connu du public, surtout depuis que des appareils photographiques spéciaux l'emploient, c'est-à-dire depuis fort longtemps.

Pour voir une image en relief, il est nécessaire que chacun de nos yeux contemple séparément une image : l'œil droit une image à droite, l'œil gauche une image à gauche. Mais comment faire lorsqu'il s'agit de montrer en relief un film à des centaines ou des milliers de spectateurs à la fois, sans que ceux-ci aient à s'affubler de lunettes ?

Voici en bref le procédé français : une grille comportant un certain nombre de barreaux très fins est placée devant l'écran. Son rôle est de sélectionner pour chacun de vos yeux l'image droite et l'image gauche qui sont projetées ensemble sur l'écran. Jusqu'ici, rien de très nouveau.

Ce qui est neuf, c'est que cette grille placée devant l'écran est construite en forme de grande roue et qu'elle tourne. Les barreaux de la grille découpent ainsi en bandes les images projetées et font en sorte que lorsque notre œil droit peut voir la fraction d'image droite qui lui est destinée, l'œil gauche, lui, ne la voit pas. Et inversement. Tout se passe comme si la roue nous bouchait alternativement l'œil droit puis l'œil gauche à un rythme rapide et établi avec précision.

### Le « gag relief » donnera à 100 % au cinéma l'apparence de la vie

Pour l'instant, le « cyclostérioscope » de M. Savoye se présente encore comme un mécanisme assez com-

plexe, mais les démonstrations effectuées sont vraiment très réussies, et des perfectionnements nombreux sont, paraît-il, possibles.

On imagine tout ce que le relief peut apporter au cinéma. Et surtout cette reproduction exacte de la vie avec ses trois dimensions, telle que nous la voyons à chaque instant.

Si, depuis longtemps déjà, l'image et le film classique en deux dimensions exercent sur nous une réelle magie — à tel point que l'on a baptisé notre époque la « civilisation de l'image », le relief est à même de décupler cette magie en nous faisant participer encore davantage aux scènes présentées.

Les personnages seront infiniment plus présents, presque au milieu de nous. Ils se pencheront vers nous, s'éloigneront de nous. Leur visage nous donnera l'impression de nous toucher, leur main de nous frôler. Notre émotion sera plus grande. Un film émouvant en relief nous touchera mille fois plus que le même film sans relief.

Il y aura aussi : les « gags relief », et les meilleurs de ces gags seront ceux auxquels nous laisserons prendre au point d'avoir nous-mêmes dans notre fauteuil des réactions qui nous surprennent.

### La salle de cinéma de demain

Aucun doute n'est possible. Si l'on veut que la salle de cinéma de demain attire les foules, il faut qu'au grand écran et à la couleur, elle ajoute le relief pouvant être vu sans lunettes. Ces trois conditions doivent donner au cinéma son maximum d'ampleur et de retentissement.

On y ajoutera un confort absolu, le spectateur devant se trouver aussi bien et même mieux pour beaucoup que chez lui.

Enfin puisque la T.V. est entrée dans les mœurs et progressera encore, la salle de cinéma de demain devra pouvoir, entre les différents passages du film principal et en réglant ses horaires en conséquence, présenter des séquences T.V. aimées du public.

Jacques Bergeal.

**PANTHÉON** 13, rue Victor-Cousin  
ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du

8 au 14 janvier 1964

**LE JOURNAL  
D'UN FOU**

**STUDIO 43** 43, Faubourg Montmartre  
PRO. 63-40

Semaine du

8 au 14 janvier 1964

**UN GOUT  
DE MIEL  
de Tony Richardson**

CHAQUE SEMAINE :

LISEZ ET FAITES LIRE  
**TRIBUNE Socialiste**

« Ses échos, ses rubriques politique, sociale, économique, étrangère, ses études, ses documents, ses critiques littéraire, théâtrale, cinématographique »,

TRIBUNE, le journal qui monte.

Paraît le vendredi. — En vente dans tous les kiosques

**TRIBUNE  
Socialiste**

HEBDOMADAIRE DU  
PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV)  
Rédaction : 8, rue Henner Paris (IX)  
Tél. : SUP 19-20 Tél. : PIG 65-21

Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14<sup>e</sup>. Tél. : LIT 19-39.  
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris.

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65  
3 mois ..... 7,5 F  
6 mois ..... 15 F  
1 an ..... 28 F  
Soutien ..... 50 F  
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur-Gérant de la publication :  
Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.  
68-61, rue La Fayette  
Paris (9<sup>e</sup>)

**MARTINI**

L'APÉRITIF



# OU VA LA GRANDE-BRETAGNE ?

## AU PROCÈS DE RABAT

### L'accusation reçoit de rudes coups...

**D**ES les premiers jours de la reprise du procès de Rabat, que nous avons annoncée dans notre avant-dernier numéro, il est apparu que l'accusation était vivement secouée par les accusés et parfois même réduite à laisser clairement apparaître son embarras.

L'un des principaux inculpés, Moumen Diouri, prit en effet l'offensive dès le début. « Il n'y a pas de complot contre Sa Majesté le roi, a-t-il déclaré. Il y a un complot de la police contre l'union nationale des forces populaires. »

Et il a raconté ce qu'avait été pour lui « l'instruction ». Ni le procureur général, ni le président du tribunal n'ont pu interrompre ces déclarations ni les recuser. Ils ont été pris de court.

Depuis, ils « pataugent » activement pour se dépêtrer de leur embarras. Voici deux exemples de leurs misérables procédés.

Diouri a déclaré que ses interrogatoires par la police ont duré trente-quatre jours, délai pendant lequel, bien entendu, il ne fut assisté d'aucun avocat. Erreur flagrante, proclame le tribunal avec indignation, mensonge ! La police ne l'a gardé que... trente et un jours.

#### Le juge d'instruction mis en cause

D'autre part, l'accusé, faisant état des sévices subis par lui pendant cette période, a mis en cause le juge d'instruction et déclaré que celui-ci avait assisté aux tortures. Allait-on faire comparaître le personnage ? Ou allait-on cyniquement « laisser tomber » le témoignage ? Le président a trouvé une astuce : le juge d'instruction sera entendu, à huis clos, par deux délégués du tribunal ; mais il ne comparaitra pas au procès ; ainsi, ni l'accusé ni les défenseurs ne pourront lui poser de questions.

Le Comité d'information et d'études sur la situation au Maroc a publié à cette occasion un communiqué où il déclare :

« Ces informations (apportées par Diouri) ont mis en évidence les conditions dans lesquelles a été conduite l'instruction : prolongation de la garde à vue, tortures au cours des interrogatoires, refus de toute confrontation entre les accusés, pièces à conviction suspectes. »

Le pouvoir royal vient d'encaisser un coup très rude. Osera-t-il encore s'obstiner à vouloir obtenir à tout prix de lourdes peines ?

« Il faut qu'il n'y ait aucun malentendu ! Si nous arrivons au pouvoir, ce sera une période d'austérité, de décisions impopulaires, dans l'intérêt de notre pays et de nos concitoyens. Nous ne promettons pas des douceurs pour tout le monde. Je crois qu'il en résultera des temps meilleurs pour l'ensemble de la population, mais d'ici là, au début, il nous faudra véritablement travailler... Et notre peuple comprendra, je l'espère, qu'avec nous, c'est le dévouement au bien commun qu'il choisira. »

Ainsi s'exprimait George Brown, le bouillant leader du groupe travailliste au Parlement, il y a quelques mois à la télévision britannique.

La Grande-Bretagne connaît effectivement, malgré des hauts et des bas, une certaine stagnation économique ; en effet, l'augmentation de l'indice de production industrielle passe de 87 en 1946, à 100 en 1948, pour atteindre 117 en 1951 et seulement 156 en 1962, alors que la France a passé de l'indice

c'est-à-dire du développement harmonieux de l'économie dans tout le pays. Le gouvernement conservateur, avec Sir Alec à sa tête, prend depuis quelques semaines des initiatives à ce sujet, dont une des plus intéressantes est la publication d'un plan pour les cinq ans à venir, période qui correspond étrangement à la durée de la prochaine législature...

On parle maintenant de plus en plus fréquemment de ce « Neddy », non pour en contester l'existence, mais pour discuter de son efficacité et de son rôle dans la vie économique.

#### La nécessité d'une planification

Les conservateurs montrent, par là même, qu'ils ressentent la nécessité d'une planification, aussi souple soit-elle, mais indispensable pour relancer l'économie capitaliste. Leur habi-

modéré qui peut lui permettre de disputer à ses adversaires les électeurs indécis.

#### Des différences assez minces

Entre la gauche qui n'a pas abandonné le principe des nationalisations, mais n'en parle pas et met en avant le problème de la planification, et la droite qui reprend à son compte certains éléments du programme travailliste, une question vient à l'esprit : aux yeux de l'électeur moyen, y a-t-il des différences très nettes entre conservateurs et travaillistes ?

Je crains que la réponse ne soit négative. En effet nous touchons du doigt un phénomène analogue à celui des grandes démocraties bourgeoises et en particulier aux U.S.A. : des différences assez minces entre les programmes des deux grands partis en présence, des campagnes électorales étalées sur de nombreux mois, la personnalisation de ces campagnes et le rôle de plus en plus important joué par chacun des leaders ; le duel Wilson-Sir Alec est ouvert.

Traditionnellement, en Grande-Bretagne, les élections partielles permettent de prendre la « température » des électeurs. Depuis de nombreux mois, les travaillistes étaient largement en tête ; récemment, à Sudbury et à Woodbridge, les conservateurs ont effectué quelques progrès bien qu'ils ne remettent pas pour l'instant en question une victoire possible des travaillistes.

Des socialistes français ne peuvent que souhaiter cette victoire. Mais l'analyse faite plus haut montre clairement qu'une expérience travailliste, si elle est novatrice, n'en sera pas pour autant socialiste, parce qu'elle ne remettra pas en cause les structures économiques.

Un gouvernement Wilson, face à l'essoufflement du capitalisme libéral, sera amené à imposer une planification sérieusement élaborée, mais se situant dans le cadre du capitalisme. Or, au fur et à mesure où se présenteront les problèmes, deux solutions se feront jour : celle qui consiste à ne pas remettre en cause certains intérêts et celle d'une planification véritablement démocratique, liée à la réalisation de profondes réformes de structures.

Le choix entre ces deux hypothèses sera, un jour ou l'autre, à faire. La volonté d'imposer une véritable planification, si elle prévaut, sera lourde de conséquences : il s'agit en effet de prendre les décisions économiques, avec, comme principal critère de jugement, l'intérêt de tous et, d'autre part, d'associer à la gestion de l'économie les représentants des travailleurs. C'est alors le problème de la transition vers le socialisme qui se trouve posé.

#### Le rôle d'une gauche travailliste

Je ne crois pas que le choix soit facile et je doute même qu'il se fasse dans ce sens si n'interviennent pas des éléments nouveaux. Je pense au rôle qui pourrait être alors celui d'une gauche travailliste, non pas figée sur des conceptions traditionnelles, mais désireuse de se renouveler et de saisir toutes les occasions pour faire avancer le socialisme. Son rôle sera alors de faire ressortir clairement, dans le parti et dans l'opinion publique, quel est le véritable choix et où réside l'intérêt des masses laborieuses. En faisant preuve d'audace et de dynamisme, elle fera ainsi apparaître combien certaines réformes de structures sont indispensables et à la fois possibles.

Mais dans d'autres pays européens, la social-démocratie risque également de participer ou d'accéder au pouvoir dans les années qui viennent. Cette évolution vers la gauche fait apparaître les intérêts communs des diverses forces socialistes européennes et la nécessité d'une collaboration. De plus, l'autonomie de plus en plus grande dont pourront disposer les partis communistes occidentaux vis-à-vis de Moscou nous permet de poser sérieusement, dès maintenant, le problème d'une expérience socialiste d'un style nouveau en Europe. Pourquoi dès maintenant un dialogue, des confrontations, des luttes communes ne seraient-ils pas possibles ?

Gérard Denecker.



Macmillan a perdu... c'est l'heure des travaillistes.

100 en 1948 à 244 en 1962. Le déséquilibre du commerce extérieur est probablement lié à cette stagnation. Ainsi en 1961, pour 4.398 millions de livres d'importations, dont 1.480 de produits alimentaires, la Grande-Bretagne exportait-elle pour 3.683 millions de livres, dont 3.118 de produits manufacturés.

L'inflation sévit également et M. Maudling, chancelier de l'Echiquier, conseille au patronat de limiter les augmentations de salaires, tandis qu'il tente de persuader les syndicats de restreindre leurs revendications.

#### Une période d'essoufflement

Ces difficultés économiques témoignent du fait que le capitalisme britannique traverse une période d'essoufflement : après avoir été le premier pays industriel et l'atelier du monde, la plaque tournante des échanges internationaux, la Grande-Bretagne prend ainsi conscience aujourd'hui qu'il lui faut envisager une certaine reconversion, une remise en cause de sa politique économique traditionnelle et de ses rapports avec les grands ensembles économiques.

Sur le plan intérieur, c'est le problème de la planification qui se trouve posé car il apparaît indispensable de prévoir les conséquences de la troisième révolution industrielle et de coordonner les évolutions ; c'est aussi le problème de l'expansion régionale,

leté réside dans le fait qu'ils empruntent aux travaillistes, par une expérience de dernière heure, assortie d'un vocabulaire nouveau, les éléments de leur politique qui devaient faire leur succès aux prochaines élections.

De leur côté, les travaillistes ne restent pas inactifs ; ils ont déjà commencé, depuis plusieurs mois, leur campagne électorale : d'immenses affiches-slogans et des photos de Wilson apparaissent aujourd'hui sur les panneaux publicitaires.

Harold Wilson est maintenant, en effet, le leader incontesté des travaillistes. Au dernier congrès, cette machine électronique vivante qui ne manque ni d'éloquence ni d'humour, a fait l'unanimité. Bien plus, Wilson a imposé un style nouveau qui contraste avec le vocabulaire et les préoccupations traditionnelles du Labour. C'est ainsi, entre autres, que l'accent a été mis sur un « plan de révolution scientifique » pour former davantage de savants, d'ingénieurs, de techniciens et mieux les utiliser ; ce plan prévoit également d'importants bouleversements dans l'industrie où l'automation imposera, d'ici 1975, la création de dix millions d'emplois nouveaux, qu'il faut envisager dès maintenant.

Aujourd'hui, dans la campagne électorale déjà engagée, H. Wilson, qui fut l'ami de Bevan et de la gauche du parti, devenu le chef du « Shadow Cabinet », a abandonné tout son doctrinaire pour employer un langage

	PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ
	1964

# A tous ceux qui veulent aider le P.S.U.

De l'avis général, notre Congrès de la Grange-au-Belles a permis un nouveau départ du P.S.U. Des

### Si 1.000 camarades en faisaient autant

Méditez cet extrait d'une lettre reçue par Jean Arthuys :

« A la suite de ton appel et de celui de Depreux, j'ai décidé de verser 10 F par mois. C'est peu, évidemment, mais si 1.000 camarades en faisaient autant, cela changerait sans doute beaucoup de choses. »

Cela nous procurerait, en effet une ressource supplémentaire de 10.000 F par mois, soit 120.000 F par an... et même davantage, car des amis qui ont la chance de disposer d'une plus grande aisance ont volontiers souscrit des engagements de 50 ou de 100 F par mois.

Toutes les perspectives du P.S.U. en seraient changées, car il aurait la possibilité de se faire connaître partout.

Que ceux qui n'ont pas encore répondu à notre appel y pensent.

Encore merci.

**Edouard Depreux.**

bonnes nouvelles nous arrivent quotidiennement de la plupart de nos fédérations. Nos appels pour l'unité et le renouveau de la gauche recueillent de nombreuses approbations.

L'extrême modicité des moyens matériels dont nous disposons, nous empêche, seule, de donner une publicité plus grande à nos solutions.

Aussi, lançons-nous un appel pressant à ceux qui ont les moyens de verser une cotisation mensuelle volontaire.

A tous, sans exception, nous demandons de prendre l'initiative de collectes et de nous en envoyer le montant. Que ceux qui le peuvent nous versent dès maintenant un acompte important.

Nos besoins sont urgents. Retournez-nous la formule ci-dessous dûment remplie.

Merci d'avance.

**Edouard Depreux,**  
Secrétaire national du P.S.U.

**Jean Arthuys,**  
Trésorier national,  
8, rue Henner, Paris-9<sup>e</sup>  
(C.C.P. Paris 14.020.44).

Je m'engage à verser tous les mois, pendant l'année 1964, à Jean Arthuys, trésorier national,

la somme de F : .....

Noms : .....

Adresse : .....

Signature :

## Pour aller de l'avant

Dès maintenant, engager une large campagne sur la spéculation foncière et exiger une autre politique de la construction :

- par la MUNICIPALISATION DU SOL,
- par le SERVICE NATIONAL DE L'HABITAT.

Telles sont les deux tâches prioritaires que le Bureau national propose aux Fédérations et aux Sections (un « Directives » sur la politique du contre-plan est paru ; un autre sur la campagne-logement est en préparation).

Le matériel nécessaire (affiche 1/2 colombier, jeu de trois bandeaux) est à la disposition des sections.

La Commission nationale de propagande rappelle que peuvent être utilisés :

- MACARONS « P.S.U. » (à coller massivement aux endroits fréquentés) ;
- BANDEAUX BLANCS AVEC MACARONS (permettant d'insérer tout slogan d'actualité à caractère local).

### AU TRAVAIL !

Du dynamisme de chaque section dépend le succès de cette campagne qui doit permettre au Parti d'aller de l'avant.

### BON DE COMMANDE

A découper et à adresser de toute urgence à TRIBUNE SOCIALISTE - 54, boulevard Garibaldi - Paris - 15<sup>e</sup>.

ENVOYER à : NOM .....  
ADRESSE .....

#### 1°) MACARONS « P.S.U. »

Commande de ..... exemplaires  
au prix de 0,035 soit ..... × 0,035 .....

#### 2°) AFFICHE STRATEGIE D'UNITE

Commande de ..... exemplaires  
au prix de 0,16 soit ..... × 0,16 .....

#### 3°) BANDEAUX LOGEMENT

Commande de ..... jeux de 3  
au prix de 0,21 le jeu soit ..... × 0,21 .....

#### 4°) BANDEAUX BLANCS

Commande de ..... exemplaires  
au prix de 0,07 soit ..... × 0,07 .....

Chèque postal (ou bancaire) joint pour un TOTAL de .....  
C.C.P. TRIBUNE SOCIALISTE 5826-65 PARIS.

### Très important

Nous avons dans notre dernier numéro donné l'adresse des trois camarades encore emprisonnés pour avoir aidé la lutte des Algériens, en demandant à nos lecteurs le leur écrire.

Or, M<sup>e</sup> Likier, un de leurs avocats, nous informe que ces adresses sont inexactes.

Nous prions nos lecteurs de nous excuser de cette grave erreur, mais notre camarade Houdeville et nous-mêmes avons en vain cherché avant la parution de l'article à joindre les avocats dont nous connaissions les noms, ainsi que l'Association de Solidarité Franco-Algérienne. Mais c'était la période des fêtes et nous avons téléphoné sans résultat. Nous avons indiqué les adresses que nous possédions.

Les adresses exactes sont :

Bachelet Michel, prison de Montluc, à Lyon ;

Marliot Gérard, infirmerie annexe (quartier politique), prison de Fresne ; Kazmlaziak Henri, prison Centrale de Caen.

Nous demandons aux lecteurs leur ayant écrit de bien vouloir à nouveau leur envoyer une lettre cette fois à la bonne adresse.

### Section Créteil-Bonneuil

UNE REUNION D'INFORMATION du P.S.U. aura lieu le vendredi 17 janvier 1964, à 20 h 30, salle des fêtes de Bonneuil.

Orateurs : Jean POPEREN,  
Manuel BRIDIER.

### NECROLOGIE

Nos camarades de la Fédération de Charente-Maritime nous font part de la bien triste nouvelle du brusque décès d'un des meilleurs militants de la Fédération : Gabriel Duran.

Petit exploitant d'une ferme de 10 hectares, Gabriel Duran, issu des milieux de la J.A.C., était venu spontanément au P.S.U. en 1961. Très vite il avait su y faire apprécier une connaissance approfondie des problèmes agricoles, un militantisme ardent, une sincérité totale. La mort le prend à trente-huit ans. Il laisse huit enfants.

Jusqu'au bout il a participé à l'action du P.S.U. Son dernier article exposant le bilan exact de sa petite exploitation est paru dans le numéro de décembre du bulletin départemental Informations P.S.U.

A toute sa famille, la Fédération de Charente-Maritime exprime ses condoléances émues.

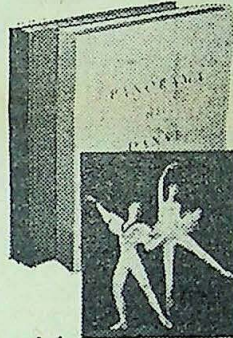
### BULLETIN D'ADHESION

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.  
(Bulletin à retourner au siège du P. S. U., 8, rue Henner, Paris (9<sup>e</sup>)).

« TRIBUNE SOCIALISTE » VOUS OFFRE

moins chers que d'occasion quelques exemplaires neufs de magnifiques ouvrages presque épuisés avec faculté de retour

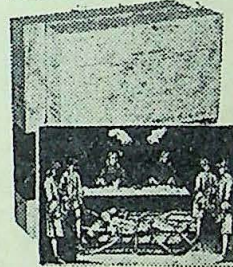


#### PANORAMA DE LA DANSE

par Serge Lido, Préface de Jean Cocteau

Jamais n'a été élevé à la gloire du Ballet un monument aussi riche que ce Panorama de la Danse qui réunit en 2 volumes 24×31 reliés pleine taille les numéros rarissimes d'une somptueuse revue et donne, sur 848 pages, 767 pages (1) de magnifiques photos en noir et en couleurs, où la grâce aérienne des corps sans défauts compose de ravissantes architectures. Une documentation unique sur le Ballet contemporain et un splendide livre d'art.

Les 2 vol. reliés 84 F au lieu de 156 F



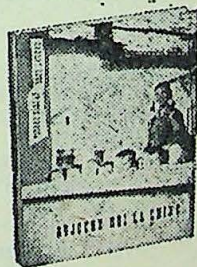
#### HISTOIRE DE LA MAGISTRATURE

par Marcel Rousselet

Premier Président de la Cour d'Appel de Paris

Les Institutions, les usages, les événements et les grandes figures qui ont jalonné mille ans de vie judiciaire française, présentés en 2 magnifiques volumes 22×28 1/2 (plus de 1 000 pages - 232 documents en noir - 8 pages couleurs) - Un ouvrage de fond pour toutes les bibliothèques.

Les 2 volumes brochés 48 F au lieu de 175 F (reliés)



#### AUJOURD'HUI LA CHINE

par Pierre Gasca (préface de Claude Roy)

La Chine Communiste, ce mystérieux pays aux 600.000.000 de visages, pose à la plupart d'entre nous, une inquiétante énigme. Voici enfin un livre qui soulève le voile et nous en restitue (grâce à de splendides photos prises sur le vif et des textes éblouissants) un portrait vivant, direct, familier. Un passionnant document qui est aussi : un véritable album d'art (142 documents en noir, 9 pages en couleurs), couverture laquée rigide en couleurs.

19,50 F au lieu de 40 F



#### LA PEINTURE HOLLANDAISE AU XVIIe SIECLE

par E. Huttinger

Un somptueux album d'art qui vous convie à une véritable redécouverte du « siècle d'or » de la peinture flamande. Un chef-d'œuvre de l'impression suisse. 72 documents en noir - 24 pages en couleurs - 173 pages format 22×30 sous couverture rigide et laquée en couleurs.

29 F au lieu de 46 F

**BON** à adresser à la librairie Pilote 30 rue de Grenelle, Paris-5<sup>e</sup>

Veuillez m'envoyer les ouvrages suivants .....

pour un montant total de ..... fr. somme que veuillez trouver inclus en un  chèque  mandat  chèque postal joint à votre compte Librairie Pilote n° 13.905-31 Paris.

Il est bien entendu que je garde la faculté de renvoyer les ouvrages dans les 48 heures et que je serai dans ce cas immédiatement remboursé.

T.S.

Nom ..... Profession .....

Adresse .....

## Livres

"LA GRANDE  
EPOQUE"

de John Dos Passos

JOHN DOS PASSOS compte parmi les grands écrivains américains, à l'égal de Steinbeck, Hemingway, Faulkner... Avec des livres comme « Manhattan Transfer », « la Grosse Galette », « 1919 » il s'était fait une réputation d'écrivain social. Ses préoccupations étaient centrées sur la solitude de l'homme prisonnier du système capitaliste. Il excellait à rendre la confusion sociale au sein de laquelle l'homme déploie une activité hagarde à la recherche d'un succès qui ne dépend que du hasard.

Avant guerre, Dos Passos était considéré comme un des plus grands écrivains de l'époque. Hélas ! il a continué à écrire, et il lui est arrivé la même aventure qu'à Steinbeck et à Faulkner : le virage à droite.

« La Grande Epoque » publié en 1958 aux Etats-Unis, et qui vient de paraître en France est un exemple assez remarquable de ce déviationnisme. Le héros de « La Grande Epoque » est un correspondant de guerre qui a collaboré à l'expérience du Président Roosevelt, tout comme Dos Passos qui, de 1941 à 45 a parcouru le monde. Le roman commence lorsque le héros vieilli débarque à Cuba, avec une jeune maîtresse, afin d'écrire une œuvre qui lui permettra de prendre un nouveau départ.

A l'histoire d'amour avec Elsa, viennent se mêler les souvenirs que remâche le vieux journaliste : le temps où il avait des amis au cabinet de Roosevelt, les expériences fiévreuses du New Deal, les reportages dans le Pacifique, dans les rues de Berlin, au procès de Nuremberg...

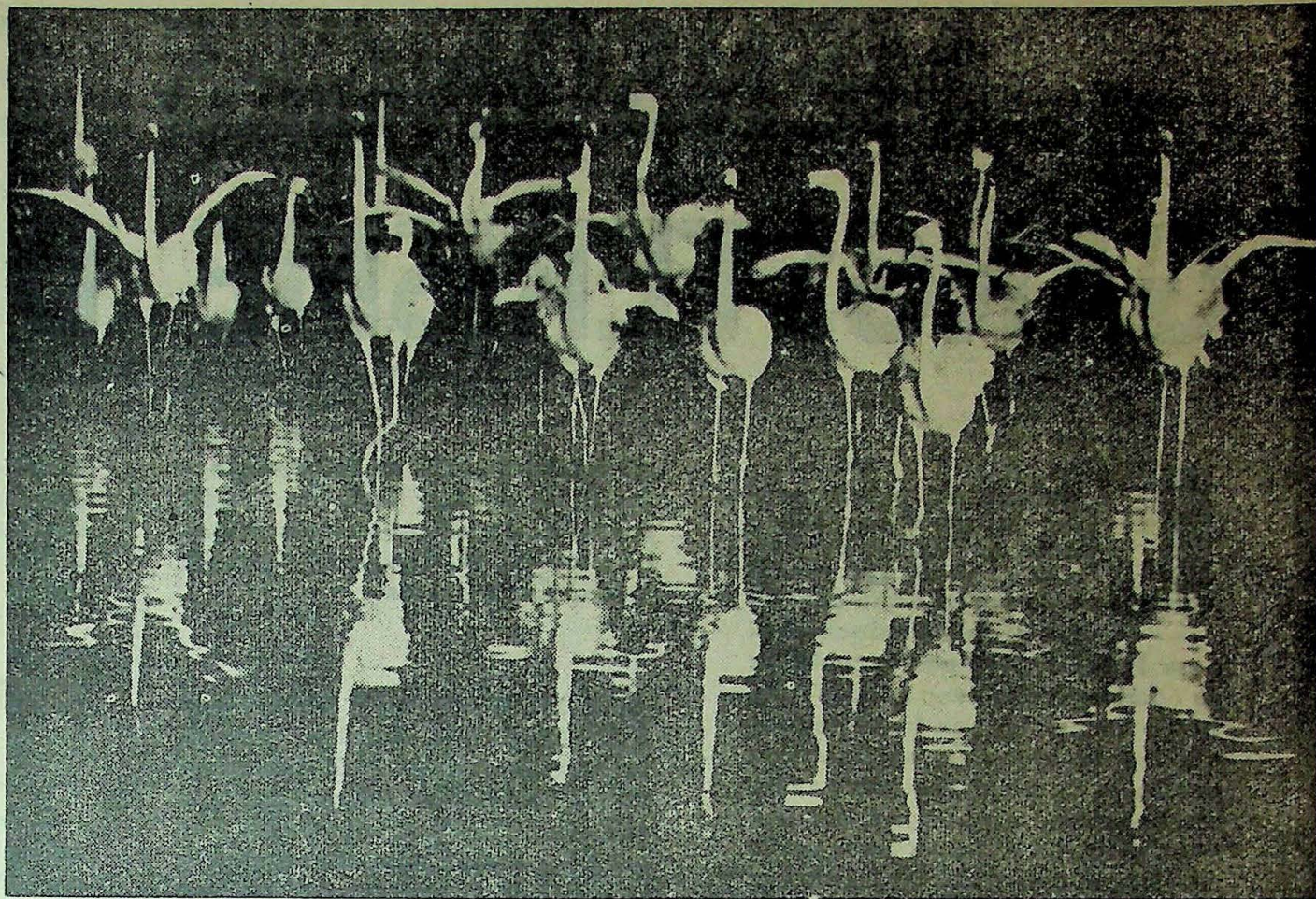
Mais à travers ces événements, qui pourraient être intéressants, Dos Passos laisse libre cours à sa « philosophie ». A vrai dire c'est presque une mentalité fasciste, ne serait-ce que par la manière de présenter les événements. Ro Lancaster, le reporter, durant toute la guerre avait une grande idée : après la chute des grands pays (la France, l'Angleterre) l'Amérique devait reprendre le flambeau de l'Empire, c'est-à-dire, conduire le monde, car les méchants Russes espionnent et veulent tout bouffer. Mais, selon Dos Passos, l'Amérique manque d'idéal, manque du feu sacré qui déplace les montagnes et colonise le monde. D'où l'aigreur de Dos Passos. Il épanche sa bile sur Truman, sur les cabinets ministériels qui ne l'écoutent pas, etc...

Jusqu'à-là on pourrait se dire que Dos Passos n'est pas un très bon politicien, qu'il croit, avec un certain idéalisme naïf, à la beauté de la civilisation industrielle. Mais là où il vire vers le fascisme, c'est lorsqu'il évoque ses expériences de journaliste : visitant Paris au moment de la Libération il trouve une ville qui étouffe de peur. Du temps des Allemands, fait-il dire à quelqu'un, on était tranquille : les occupants étaient corrects ; mais depuis que Paris est libéré, on s'entretue, les communistes font la loi... Dos Passos atteint le sommet lorsqu'il parle du procès de Nuremberg : il réclame des acquittements. Sinon, dit-il, ce serait comme à Moscou, où l'on liquide le moindre déviationniste. Ro Lancaster, voyant qu'on ne l'écoute pas, préfère quitter Nuremberg plutôt que de voir condamner les chefs nazis. C'est pousser un peu loin.

Tout le roman, d'ailleurs écrit sans beaucoup de style, est de la même eau. Dos Passos ridiculise les Russes, ridiculise le Cubain qui critique l'impérialisme américain. Il a même recours au procédé grossier qui consiste à montrer que l'opposant acerbe se fait mouton au moment de payer l'addition, bien content de se faire payer à boire... C'est assez écoeuvrant. Il faudrait étudier un jour comment les meilleurs écrivains américains furent amenés à virer à droite, et comment ils y perdirent leur talent.

Olivier Lecoq.

Edit. Gallimard, 15 F.



Le ballet nocturne de l'envol chez les grands oiseaux.

## "BEBERT et L'OMNIBUS" d'YVES ROBERT

YVES ROBERT, c'est bien connu, n'est pas un metteur en scène qui recherche la difficulté (La Famille Fenouillara, La Guerre des Boutons). Il a cependant assez de métier, d'astuce et de bon goût pour conférer quelques vertus cinématographiques aux histoires qu'il lui plaît d'illustrer.

Bébert est un de ces scénarios « pépères » qui engendrent habituellement... les navets. Eh bien ! Yves Robert en a fait un film roulant où l'on prend son plaisir sans secousse, mais sans regret. Qui n'a pas rêvé un jour, vers l'âge de dix ans, de jouer avec une caisse enregistreuse, de tirer la langue à une dame patronnesse, de faire des noeuds avec les leviers d'un poste d'aiguillage ou de métamorphoser un gendarme en chou à la crème ? Bébert est fait de toutes ces manigances enfantines qui réussissent à perturber aimablement le décor terne d'un coin de banlieue. Petit Gibus est le bon petit diable attendu, mais Jean Richard, Michel Serrault, Christian Marin et Pierre Mondy lui donnent un sérieux coup de main...

J.-J. V.

## MUSIQUE

## LE GROUPE DES SIX

COMPOSE de Georges Auric, Louis Durey, Arthur Honegger, Darius Milhaud, Francis Poulenc, Germaine Tailleferre, dû à une journaliste Henri Collet qui intitula deux articles l'un « Le groupe des cinq » et l'autre « Le groupe des six ». La formule fit fortune et bien que les auteurs en question aient eu seulement une grande amitié en commun, ils durent en prendre leur parti et rester liés pour la prospérité. Jean Cocteau, qui écrivit un livre intitulé « Le Coq et l'Arlequin » que l'on prit pour le traité d'esthétique des six, passa quelque temps pour le théoricien du groupe.

Ce groupe, révolutionnaire au départ, est classé depuis longtemps comme la droite de la musique moderne.

Germaine Tailleferre, remarquable pianiste, a surtout écrit pour son instrument. Louis Durey, qui est un esthète, s'est tourné vers un art engagé et qui tient compte des circonstances comme les musiciens russes. Il n'a d'ailleurs jamais caché ses sympathies pour la « musique progressiste ».

J'ai déjà parlé de Francis Poulenc, mais je dois signaler que l'essentiel de son œuvre est consacré à la musique vocale, il est, pour certains, le Schubert de notre époque.

Je parlerai des trois autres dans mon prochain article.

Pierre Bourgeois.

## Télévision

ÉTÉ SANS  
CHARME

François Chalais n'a pas de chance avec ses « films dramatiques ». Il nous avait déjà bien ennuyé, il y a trois ans, avec Le Chien et cette morne idylle entre Alain Delon et Elke Sommer ; avec L'Été en hiver (soirée du 4 janvier), nous eûmes droit, cette fois, à une scène de ménage bavarde et sophistiquée entre un journaliste désabusé (Michel Piccoli) et une actrice péniblement bardotante (Mireille Darc). Situation vraisemblable, pourtant, mais dialogue faux et ridiculement sentencieux. Mireille Darc, à demi nue, en veste de pyjama, en blue-jean, en surcot ou en robe du soir, a bien déçu. Seuls les cadrages avaient quelque tenue (mais certains travellings « sentaient » parfois leur Resnais d'origine)...

Oui, M. Chalais journaliste (quelquefois fatigué) devrait s'en tenir à ses interviews anodines de Cinépanorama. Et plutôt que de jouer les apprentis Antonioni, céder la place de réalisateur aux gens de métier.

Soirée à suivre, le 9 janvier, à partir de 21 h. 45 : Le Puits et le Pendule, d'Alexandre Astruc, d'après Edgar Poe. Un film réalisé pour la T.V. dans une optique « cinéma » par un véritable homme de cinéma.

CRITICUS.

Il est des mots qui font vivre, disent Eluard. Il en est d'autres qui incitent à la rêverie. Je vous défie de ne pas rêver sur les mots ouistiti, pingouin, lion, oursin, protozoaire, mangouste, girafe, cigogne, bouquetin, lynx, scarabée, baleine, flamant rose (et quelques autres plus rares) après avoir vu « Les Animaux » de Frédéric Rossif. Jamais peut-être, l'intelligence n'a mieux rendu compte de la spontanéité, de la tendresse, de la brutalité, de la patience, de l'adresse, bref de la vérité du monde animal, que dans ce film d'apparence documentaire qui sait être à la fois précis comme un cours d'histoire naturelle, souriant comme une fable et bouleversant comme un fait divers.

Le métier des caméramen joue un grand rôle dans cette réussite, comme l'art du monteur (notamment dans les fascinants effets de ralenti) et la discrétion du commentateur (Madeleine Chapsal). Mais ce qui me semble le mieux s'accorder à ce merveilleux poème cinématographique, c'est encore la musique de Maurice Jarre (1), étonnamment présente et nécessaire, au même titre que le paysage.

Les livres d'images se font aujourd'hui sur grand écran. Ne vous privez pas de cette magnifique symphonie de gestes et de cris, de mimiques et de frétillements, de grâce physique et de naturel sauvage. N'en privez pas vos enfants, même si ce sont d'indécrottables cancre : ils apprendront plus en une heure et demie, avec « Les Animaux », qu'en deux ans de bachotage austère au lycée.

Jean-Jacques Vernon.

(1) Edité en « 45 tours » chez Philips.

## EN BREF

Pour mieux connaître le cinéma, La Cinématographie Française a décidé de renforcer ses numéros hebdomadaires d'inspiration strictement professionnelle, par une édition mensuelle qui aborde les problèmes du 7<sup>e</sup> art sous des angles tour à tour documentaire, historique, critique, anecdotique et littéraire. Au sommaire du premier numéro : Jacques Goinard (le film historique), Jacques Sieller (la science-fiction), Georges Polx (le western), un « portrait » de Jeanne Moreau par Robert Chazal, et le dossier de La Vie Conjugale d'André Cayatte. Une publication qui doit trouver sa place entre les revues spécialisées dans l'engagement, le formalisme, la métaphysique ou l'exégèse bénevoles.

# MENSONGES ET GANGSTERISME D'ETAT

**L**A gauche n'a pas à montrer la moindre fausse honte à l'égard de l'affaire Argoud. Du moins cette partie de la gauche qui, ni pour l'Indochine ni pour l'Algérie, n'a pas accepté de se compromettre avec la « pacification » coloniale, ses justifications débiles ou abjectes, sa honteuse pratique. Ce n'est pas notre faute si un Antoine Argoud est devenu, avec d'autres officiers français, le fasciste qui vient d'être justement condamné à la réclusion perpétuelle.

Mais le déroulement du procès Argoud a jeté certaines lumières étranges sur les méthodes du pouvoir, et sur les rapports actuels entre les gouvernements de France et d'Allemagne fédérale.

## L'Affaire de toute la gauche

Poser clairement les questions qu'appelle le procès — en matière de droit des gens et de fonctionnement réel des institutions — c'est l'affaire de toute la gauche. Même de cette partie de la gauche qui laissa la guerre d'Algérie mener à sa perte la IV<sup>e</sup> République. En vérité, c'est même l'affaire de quiconque entend simplement être gouverné par la loi. Ces questions sont deux. Elles concernent : l'emploi du mensonge comme méthode de gouvernement ; l'utilisation par le pouvoir d'équipes ne relevant d'aucune autorité désignée et agissant selon des méthodes dignes de gangsters.

**1** LE MENSONGE D'ETAT : Le 12 décembre, le ministre des Affaires étrangères était informé que la République fédérale allemande réclamait Argoud. Le 26 décembre, le même ministre informait la Cour de Sécurité qu'il n'avait « reçu aucune note des autorités fédérales allemandes demandant la restitution de l'ex-colonel Argoud ». Mensonge de finesse, mensonge d'Etat, mais mensonge : l'Allemagne, à ce moment, avait réclamé Argoud, mais ne l'avait pas fait par la remise d'une note diplomatique en bonne

et due forme. Un ministre respectueux du pouvoir judiciaire aurait fourni des explications complètes et exactes. M. Couve de Murville a joué sur les mots.

**2** LE GANGSTERISME D'ETAT : Antoine Argoud, recherché depuis le 9 décembre 1961, réfugié en Allemagne, y a été enlevé le 25 février 1963. Par qui ? En s'abstenant d'enquêter à ce sujet, le gouvernement indique suffisamment qu'il connaît la réponse. L'action des « barbouzes », dont toute la presse parla à l'époque, pouvait se prévaloir d'une bonne excuse : les organes officiels de répression étaient truffés d'amis de l'O.A.S. ; l'Etat n'était pas sûr ; donc, dans la lutte contre la sédition, il fallait garder le secret, user de moyens techniques aussi efficaces que ceux de l'organisation séditeuse.

Mais voici Argoud livré à la justice. Et l'on garde le secret sur l'opération qui aboutit, quai de l'Archevêché, à son arrestation — arrestation parfaitement régulière puisque effectuée en exécution d'un mandat préalable. On ne nous dit pas : « C'est la Sécurité militaire » ou « c'est la S.D.E.C.E. » On ne nous dit rien, ni sur les auteurs ni sur les circonstances. Pourquoi ?

## La barbouze, ce personnage de roman noir

Cela n'a qu'un sens : le pouvoir n'a pas été contraint de recourir à des moyens exceptionnels en raison des circonstances exceptionnelles de la lutte contre l'O.A.S. ; il entend disposer à sa guise et en permanence d'une force de police occulte, n'ayant pas de comptes à rendre aux autorités légales, payée on ne sait par qui ni sur quel budget, dont la discipline, la mission et les actes échappent à tout contrôle public.

La barbouze au grand cœur est un personnage de roman noir, qui peut aider à passer les longues soirées d'hiver. Quand ce même personnage évolue parmi nous en

bénéficiant d'une protection aussi jalouse de la part du pouvoir, cela confirme les pires soupçons quant à l'idée que ce pouvoir a de la légalité républicaine.

## Erhard finasse

La demande allemande en restitution d'Argoud a été présentée — selon les formes cette fois — quand le procès était terminé. Le chancelier Erhard, qui l'annonça lui-même, rentra tout juste des Etats-Unis. Le lendemain matin, un seul journal parisien donnait de la démarche allemande l'interprétation la plus forte, en parlant de « gifle » d'Erhard à de Gaulle. Les choses paraissent un peu plus compliquées.

Erhard a sans doute été encouragé, par le président Johnson, à s'opposer aux prétentions exorbitantes de de Gaulle. Il était d'autant plus désireux d'accomplir un geste spectaculaire, qu'au même moment :

- 1) Il cédait à la France dans les discussions sur le Marché commun agricole ;
- 2) L'opinion allemande s'irrite de la désinvolture gaulliste ;
- 3) Que les élections générales ouest-allemandes sont en vue.

## On joue « Les Plaideurs »

D'où l'éclat d'Erhard, qui pouvait, de très loin, passer pour une « gifle » et qui, vue de près, venait exactement assez tard pour n'avoir aucun effet. Depuis, entre Paris et Bonn, « l'affaire Argoud » s'enfonce dans un bouillonnement procédurier, destiné à satisfaire le Parlement de Bonn et le président des Etats-Unis mais non à embarrasser sérieusement le gouvernement français et de Gaulle. On joue « Les Plaideurs ». La « gifle » était truquée comme un calotte de cirque. Erhard finasse.

Paul PARISOT.